

**RAPPORT ANNUEL
DE LA CNUCED
2007**

*Penser le
développement:
de nouvelles
propositions*



NATIONS UNIES



PENSER LE DÉVELOPPEMENT: DE NOUVELLES PROPOSITIONS

La CNUCED est le principal organe des Nations Unies chargé du commerce et du développement et des questions connexes concernant le financement, la technologie, l'investissement et le développement durable. Notre objectif est d'aider les pays en développement, en particulier les moins avancés, et les pays en transition à s'intégrer avec profit dans l'économie mondiale. Nous nous attachons aussi à aider la communauté internationale à promouvoir un partenariat mondial pour le développement, à définir avec plus de cohérence les politiques économiques au niveau mondial et à faire en sorte que le commerce ait des retombées bénéfiques pour tous en termes de développement.

Nous effectuons des travaux de recherche et d'analyse à la fois sur les problèmes de développement récurrents et sur des questions nouvelles, en essayant d'anticiper. Nous favorisons la formation de consensus sur les mesures propres à promouvoir les politiques et les stratégies nationales et internationales favorisant le développement. Et nous contribuons à la mise en œuvre par les pays de leurs stratégies de développement, en les aidant à relever les défis de la mondialisation et à mettre à profit les perspectives qu'offre celle-ci.



NATIONS UNIES

LA CNUCED EN QUELQUES CHIFFRES

- 1^{er}** Organisme des Nations Unies établi à Genève à lancer une initiative pour des activités sans effet net sur les émissions de carbone
- 3** Grands domaines d'action:
 - Formation de consensus
 - Recherche et analyse
 - Coopération technique
- 5** Grands programmes de travail:
 - Mondialisation et stratégies de développement
 - Investissement, technologie et développement des entreprises
 - Commerce international des biens et services, et produits de base
 - Infrastructure des services et efficacité commerciale
 - Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux
- 43** Années passées à promouvoir l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale et leur développement
- 48 %** De fonctionnaires de sexe féminin
- 193** États membres
- 200** Partenariats forgés avec des organismes de la société civile
- 310** Projets de coopération technique actuellement exécutés dans 83 pays
- 456** Fonctionnaires dévoués, avec des administrateurs originaires de 99 pays
- \$40m** De contributions volontaires pour les activités opérationnelles, dont 7,7 millions de dollars versés par des pays en développement et des pays en transition
- \$56m** Constituant le budget ordinaire total pour 2007, financé à l'aide du budget ordinaire de l'ONU

Pour en savoir plus sur la CNUCED:

www.unctad.org

TABLE DES MATIÈRES

La CNUCED en quelques chiffres	2
Avant propos du Secrétaire général de la CNUCED	4
La CNUCED	7
1- Les stratégies de développement dans une économie mondialisée	13
2- Aider les pays à tirer profit du commerce mondial	17
3- Promouvoir la croissance économique et les investissements contribuant au développement	25
4- Aider les pays à moderniser leur économie	33
5- S'attaquer aux difficultés des pauvres et des défavorisés	41
6- Annexes	49
Annexe A – Publications de la CNUCED en 2007	50
Annexe B – Réunions intergouvernementales de la CNUCED en 2007	54
Annexe C – Ateliers et séminaires de la CNUCED en 2007	56
Annexe D – Appui au renforcement des capacités en 2007	63
Annexe E – Quelques programmes de coopération technique de la CNUCED, par région	64
Annexe F – Objectifs, réalisations escomptées et indicateurs de résultat pour l'exercice biennal 2006 2007	65

AVANT PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CNUCED

L'année qui vient de s'écouler a été une période d'intense activité pour la CNUCED, en particulier au fur et à mesure que les préparatifs en vue de la douzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui se tiendra au Ghana en avril 2008, s'accéléraient. Les États membres ont défini le thème de la Conférence – Perspectives et enjeux de la mondialisation pour le développement – et j'ai présenté en juillet mon rapport à la douzième session de la Conférence. En octobre, nous avons lancé le processus préparatoire formel au niveau intergouvernemental, et les négociations sur le projet de texte concerté issu de la Conférence vont bon train.

La Conférence va se tenir alors que le monde a connu une période d'expansion économique qui a procuré des gains sans précédent à un nombre croissant de pays en développement, et permis à certains d'entre eux de devenir des acteurs de poids dans l'économie mondiale. Cette émergence du nouveau Sud donne encore une fois, et utilement, la démonstration des possibilités de développement qu'offre la mondialisation. Toutefois, à mi-chemin de la date butoir de 2015 fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, beaucoup de pays parmi les plus pauvres et les plus défavorisés n'ont pas bénéficié de cette libéralisation et de cette intégration accrues au niveau mondial. En outre, la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, les appréhensions croissantes concernant les conséquences économiques des changements climatiques, les distorsions et l'instabilité financières mondiales et la lenteur des progrès des



Supachai Panitchpakdi
Secrétaire général de la CNUCED

négociations commerciales multilatérales représentent autant de défis nouveaux pour les dirigeants.

Dans cet environnement complexe, la CNUCED a continué à analyser les tendances mondiales afin de préconiser des solutions de politique novatrices et de fournir une assistance technique ciblée aux pays en développement. En 2007, nos travaux de recherche ont consisté à mettre en lumière l'important potentiel qu'offrait la coopération régionale pour tirer parti du commerce Sud-Sud et à définir les politiques à suivre pour que les pays en développement bénéficient davantage des investissements dans les industries extractives. Nous nous sommes aussi efforcés de trouver de nouveaux moyens de renforcer les capacités productives dans les pays les moins avancés pour leur permettre de mieux tirer profit du commerce international, en mettant l'accent sur le rôle de la connaissance et de l'innovation.

Dans le cadre de nos dialogues intergouvernementaux, les politiques dans les domaines du commerce des services, des produits de base, de l'investissement et de la concurrence, notamment, ont été examinées. La valeur de notre travail au niveau intergouvernemental a été reconnue par le G-8 lors de son sommet d'Heiligendamm en juin; dans la déclaration issue de ce sommet, la CNUCED a été invitée à travailler en étroite coopération avec l'OCDE pour aider les pays industrialisés et les pays en développement à identifier les meilleures pratiques pour créer un environnement institutionnel qui favorise les investissements étrangers et le développement durable. L'Assemblée générale des

Nations Unies a également salué le travail d'analyse effectué par la CNUCED concernant le concept de la marge d'action, articulé pour la première fois en 2004 dans le Consensus de São Paulo issu de la onzième session de la Conférence.

Nous nous sommes également attachés à mieux coordonner la fourniture de notre assistance technique. Dans le cadre des efforts entrepris à l'échelle du système des Nations Unies pour «ne faire qu'un dans l'action», la CNUCED a montré la voie pour la mise en place d'un module des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives, dans le cadre duquel plusieurs organismes des Nations Unies élaboreront des projets communs à l'échelon des pays. En outre, nous avons entrepris en concertation avec les États membres de présenter un plan programmatique plus cohérent pour les activités de coopération technique de la CNUCED, et un nouveau comité chargé à l'interne d'examiner les projets suit l'élaboration des projets et les efforts de mobilisation des ressources et s'attache à promouvoir des procédures administratives plus rationnelles.

En ce qui concerne les perspectives pour 2008, je suis convaincu que la douzième session de la Conférence non seulement apportera une contribution nouvelle au développement, mais aussi conduira à un renforcement de la CNUCED. En définissant les politiques nécessaires, en favorisant le consensus mondial et en facilitant l'action, nous pouvons contribuer à faire en sorte que la mondialisation ait les retombées positives les plus larges possible et aider les pays en développement à relever les défis que cette mondialisation implique.





LA CNUCED



Palais des Nations, Genève

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a été créée en 1964 en tant qu'organe de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de fournir aux pays en développement un cadre institutionnel dans lequel leurs problèmes de développement soient pris en compte et pour les aider à promouvoir leur croissance économique grâce au commerce. Le monde de plus en plus globalisé et interdépendant d'aujourd'hui pose de nouveaux défis pour les pays en développement, en particulier les moins avancés, et pour les pays en transition. En même temps, il leur offre des possibilités nouvelles de tirer parti du marché mondial, afin de contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer le niveau de vie de tous de manière durable. La CNUCED s'attache à rechercher des moyens novateurs et des solutions pratiques pour aider ces pays à atteindre cet objectif.

Les trois dimensions de notre action

Nous menons des travaux de *recherche et analyse* sur les tendances et les aspects actuels en matière de commerce et de développement, en offrant une perspective nouvelle sur les défis et les opportunités en termes de développement à la lumière des mutations qui se dessinent au niveau mondial. Notre objectif est de définir les grandes options et d'aider les dirigeants à trouver des solutions pragmatiques pour relever ces défis et pour mettre à profit de manière efficace les opportunités nouvelles qui s'offrent.

Nous aidons les pays et la communauté internationale à arriver

à un *consensus* sur des politiques proactives en matière de commerce, d'investissement et de financement du développement au niveau mondial, à travers nos réunions intergouvernementales, nos réunions d'experts et notre participation à d'autres réunions internationales.

Nous offrons une *assistance technique* pour aider les pays en développement et les pays en transition à mieux s'intégrer dans une économie qui se mondialise, à mettre à profit les possibilités nouvelles et accrues et à surmonter les principaux obstacles. Nous sommes le seul organe des Nations Unies qui traite les questions de développement de cette manière intégrée, en tenant compte des liens et des interactions entre commerce, investissement, financement, technologie et développement durable.

Contribution à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de développement

À travers nos activités, nous nous attachons à favoriser la réalisation des objectifs établis dans le cadre de grandes conférences et initiatives mondiales, telles que la Déclaration du Millénaire, le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés, le Consensus de Monterrey sur le financement du développement, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable, le Programme d'action d'Almaty pour les pays en développement sans littoral, la Stratégie de Maurice pour le développement durable des petits États insulaires en développement et le Plan d'action issu du Sommet mondial sur la société de l'information.



Cinquante quatrième session du Conseil du commerce et du développement



Représentants à une réunion du Comité préparatoire de la douzième session de la Conférence

En outre, nous aidons les pays en développement à participer activement aux négociations commerciales du Cycle de Doha menées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et nous contribuons à promouvoir la mise en œuvre des objectifs énoncés dans la Déclaration ministérielle de Doha.

Collaboration avec nos États membres

Des délégués de nos 193 États membres participent à la réunion annuelle de notre organe directeur, le Conseil du commerce et du développement, qui examine les questions nouvelles et conduit les travaux de l'organisation. Le Conseil bénéficie de l'aide de trois commissions: la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base; la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes; et la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement. Ces commissions organisent aussi des réunions d'experts chargées d'examiner diverses questions d'actualité et de formuler des avis techniques pertinents.

En sa qualité d'institution chargée du développement, la CNUCED collabore étroitement avec le Groupe des 77 (G-77) et la Chine. Établi au même moment que la CNUCED, le G-77, qui comprend aujourd'hui 131 pays en développement, collabore avec nous pour promouvoir, en matière économique, des initiatives internationales propices au développement.

Dans le cadre de nos réunions intergouvernementales, les

pays du G-77, les pays développés et les pays en transition dialoguent de manière constructive pour trouver des solutions aux grands problèmes de commerce et de développement.

Collaboration avec d'autres partenaires

Au fil du temps, nous avons développé nos partenariats avec les institutions internationales, les organisations régionales, la société civile, les milieux universitaires et les entreprises afin de renforcer l'efficacité de notre action. Par exemple, notre Institut virtuel coopère avec plusieurs universités; nous offrons des formations en collaboration avec les commissions régionales de l'ONU; et nous apportons une aide aux pays les moins avancés (PMA) à travers le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés, en association avec l'OMC, le Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI), le Fonds monétaire international (FMI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale.

Les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile, par exemple associations professionnelles, groupes religieux, syndicats et chambres de commerce, ainsi que les milieux universitaires participent de plus en plus souvent à nos réunions en qualité d'observateurs. En 2007, il a été accordé à quatre organisations supplémentaires le statut d'observateur auprès de la CNUCED, et 14 autres ont été accréditées pour la rencontre du Conseil du commerce et du développement avec la société civile organisée en 2007.

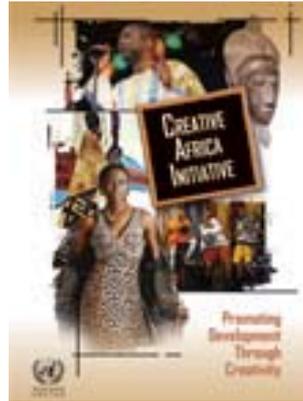
La CNUCED a annoncé le lancement d'une initiative pour des activités sans effet net sur les émissions de carbone en réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour que les activités de cette organisation n'aient pas d'effet net sur le climat. Un audit interne pour déterminer l'empreinte de la CNUCED en termes d'émissions de carbone a été réalisé, une stratégie de limitation des émissions de carbone va être élaborée et un projet de compensation des émissions de carbone sera annoncé par le Secrétaire général de la CNUCED à la douzième session de la Conférence.

www.unctad.org/climatechange

LE SAVIEZ-VOUS ?



Mme Lakshmi Puri, Secrétaire générale adjointe par intérim de la CNUCED, et M. Joe Baidoe Ansah, Ministre ghanéen du commerce, de l'industrie et du développement du secteur privé, signant l'accord avec le pays hôte, à Accra



Consensus de São Paulo

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est une conférence mondiale organisée tous les quatre ans dans une région en développement du monde et chargée d'examiner les problèmes et les préoccupations d'actualité à l'échelon mondial, d'étudier les grandes options aux niveaux national et international et de définir la feuille de route de l'organisation pour les quatre années à venir.

La onzième session de la Conférence s'est tenue à São Paulo (Brésil) en 2004. Dans le texte issu de cette session, dit Consensus de São Paulo, il a été reconnu qu'il appartenait à «chaque gouvernement d'évaluer les avantages découlant [des] règles et engagements internationaux et les contraintes dues à la perte d'autonomie». Ce texte soulignait la nécessité pour la CNUCED de réagir dans les meilleurs délais face aux mutations rapides de l'environnement économique international, et en particulier à la «nouvelle géographie» des échanges commerciaux et des flux d'investissement Sud-Sud. Il soulignait aussi la nécessité d'une plus grande cohérence entre, d'une part, les règles, les pratiques et les processus établis au niveau international et, d'autre part, les politiques et les stratégies de développement mises en œuvre au niveau national. Il a relancé la question des produits de base, en préconisant «une démarche pragmatique, avec pour objectif premier de briser le cercle vicieux de pauvreté dans lequel de nombreux producteurs de produits de base

et pays tributaires de ces produits se trouvent aujourd'hui enfermés». Le consensus politique et les mandats issus de cette conférence ont constitué le fondement de notre action entre 2004 et 2007.

Préparatifs en vue de la douzième session de la Conférence

Le rapport du Secrétaire général de la CNUCED à la douzième session de la Conférence, publié en juillet 2007, couvre un certain nombre de questions, tant récurrentes que nouvelles, vis-à-vis desquelles la CNUCED peut jouer un rôle important de par son savoir-faire considérable, notamment: l'importance croissante du commerce et des investissements Sud-Sud; les réalités nouvelles dans les secteurs des produits de base et de l'énergie, avec les perspectives et les défis qu'elles impliquent pour la croissance économique et l'atténuation de la pauvreté; les incidences du changement climatique sur le commerce et le développement; le renforcement de la concurrence sur les marchés, ce qui exige des pays une mise à niveau constante de leurs capacités technologiques et un recours accru aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour promouvoir le développement; de nouveaux obstacles au commerce et à l'investissement, en particulier la prolifération de diverses mesures non tarifaires; et l'«aide au commerce», considérée comme un complément essentiel à la libéralisation des échanges internationaux.



Réunion spéciale d'information à l'intention des délégations à New York sur la douzième session de la Conférence, avec le Président ghanéen J. A. Kufuor, et la Vice Secrétaire générale de l'ONU, Mme Asha Rose Migiro (extrême gauche)



Fonctionnaires de la CNUCED lors d'une réunion de préparation de la douzième session de la Conférence

Dans le cadre des préparatifs de la douzième session de la Conférence, de nombreuses activités ont été entreprises en 2007. Il a été établi un comité préparatoire chargé de formuler un projet de texte concerté, dans le cadre d'un processus de formation de consensus. Parmi les nombreuses activités préalables à la Conférence, on peut mentionner notamment la réunion sur l'«Initiative globale sur les produits de base» à Brasilia; une réunion préparatoire d'experts de PMA à Arusha; les réunions tenues à Genève sur les incidences du tourisme sur le développement et sur l'utilisation des TIC au service du développement économique; la Conférence et exposition Inde-Afrique sur les hydrocarbures à New Delhi; et un atelier sur les biocarburants à Rio de Janeiro.

Le thème de la douzième session de la Conférence sera «Perspectives et enjeux de la mondialisation pour le développement». Les discussions s'articuleront autour de quatre thèmes subsidiaires: 1) renforcer la cohérence à tous les niveaux pour inscrire un développement économique durable et la réduction de la pauvreté dans l'élaboration des politiques à l'échelle mondiale, y compris la contribution des approches régionales; 2) aspects fondamentaux du commerce et du développement et nouvelles réalités de la géographie de l'économie mondiale; 3) améliorer un environnement propice à tous les niveaux pour renforcer les capacités productives, le commerce et l'investissement: mobiliser les ressources et mettre à profit les connaissances pour le développement; et 4) renforcer la CNUCED, son rôle

en matière de développement, son impact et son efficacité institutionnelle.

Un débat de haut niveau sera consacré au thème «Le commerce et le développement au service de la prospérité de l'Afrique: action et stratégie». Un autre événement majeur à Accra sera le Forum mondial de l'investissement. Il fournira une occasion sans précédent à de hauts responsables, à des investisseurs et à des organismes de promotion de l'investissement de se rencontrer et d'avoir des échanges dans le cadre d'une série de conférences, de contacts et de réceptions. Et comme les pays en développement ont beaucoup à offrir au monde en termes de créativité et de culture, l'association Creative Africa organisera des présentations de la mode, des arts et de l'artisanat africains ainsi que des spectacles de musique et de danse africaines, avec une exposition et des représentations d'artistes africains réputés. Le Forum de la société civile examinera les aspects prioritaires en relation avec le thème principal et les thèmes subsidiaires, et présentera une déclaration à la Conférence.

www.unctadxii.org





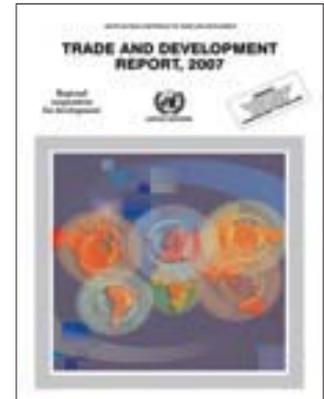


1

LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

«Le dernier rapport annuel [de la CNUCED] est intéressant en ce sens qu'il présente le point de vue des pays en développement, et met en relief des aspects des tendances économiques actuelles qui sont souvent négligés dans d'autres analyses.»

Oxford Analytica, 6 septembre 2007



La mondialisation obéissant aux lois du marché est une réalité incontournable à laquelle n'a échappé aucun pays, riche ou pauvre. L'intégration commerciale et financière mondiale a atteint une ampleur sans précédent, touchant un nombre toujours croissant de pays, de biens, de services et d'instruments financiers. Les pays sont désormais tellement interdépendants qu'ils sont tous exposés à l'influence d'événements survenus et de politiques appliquées dans d'autres parties du globe. La crise financière qui sévit depuis l'été 2007 a mis en relief une fois encore cette caractéristique du marché mondial.

Bon nombre des idées développées par la CNUCED sur la mondialisation, l'interdépendance et l'interaction entre les stratégies nationales et internationales de développement ont trouvé un écho auprès des États membres et d'autres acteurs de la scène internationale, en particulier ses idées concernant l'organisation de l'économie mondiale et sa gouvernance. C'est au niveau multilatéral, dans le cadre des synergies entre systèmes monétaires, financiers et commerciaux, qu'il faut commencer à remodeler l'architecture de la gouvernance mondiale. Mais la cohérence mondiale ne suffit pas, et c'est une cohérence mondiale au service du développement qui s'impose.

Favoriser la formulation des idées grâce à des travaux de recherche liés aux politiques

Le *Rapport sur le commerce et le développement* de la CNUCED et ses documents de travail et études techniques – y compris les travaux de recherche pour le Groupe intergouvernemental des 24 pour les questions monétaires internationales et le développement (G-24) – sont des exemples de travaux qui inspirent les politiques à l'échelon des pays. Par exemple, des questions traitées dans de récentes parutions du rapport ont été reprises pour les activités de formation organisées à l'intention de responsables venant de pays en développement. Dans le même temps, la CNUCED reste un incubateur d'idées progressistes, comme celle d'un projet

de code de bonne conduite pour éviter que la conquête des parts de marché ne se fasse par la manipulation des taux de change, des salaires, des impôts ou des subventions.

Rapport sur le commerce et le développement, 2007: La coopération régionale pour le développement

La forte dynamique de la croissance mondiale ces cinq dernières années a offert aux pays en développement, y compris bon nombre des plus pauvres, des perspectives de croissance durable et de progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, selon le *Rapport sur le commerce et le développement, 2007*. Mais ces perspectives globalement positives sont assombries par de graves déséquilibres de compte courant et par d'importants flux de capitaux spéculatifs qui faussent les taux de change, perpétuent les déséquilibres et pèsent sur l'économie mondiale. Le rapport préconise, pour corriger sans heurt ces déséquilibres, la mise en place d'un mécanisme mondial qui assurerait le même encadrement que pour les droits de douane et les subventions à l'exportation. Il avance l'idée qu'en attendant la mise en place d'un tel mécanisme, les pays en développement ont besoin d'une flexibilité pour gérer leurs taux de change.

La prolifération des accords commerciaux bilatéraux et régionaux entre pays développés et pays en développement ces dernières années, qualifiée de «néorégionalisme», peut certes ouvrir l'accès aux marchés et promouvoir les investissements étrangers directs (IED). Mais ces accords peuvent aussi limiter la marge d'action des pays. Dans ce contexte, il est urgent de faire avancer les négociations commerciales multilatérales, mais à condition que la problématique du développement soit mieux prise en compte dans les règles commerciales internationales.

L'intégration régionale entre pays en développement peut être un important facteur qui contribue à la diversification, à l'industrialisation et aux mutations structurelles, et elle peut faciliter l'intégration dans l'économie mondiale. Mais elle doit pour cela ne pas se borner à la libéralisation du commerce,



Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, lors du séminaire sur les stratégies de développement à l'heure de la mondialisation, tenu à Wuhan (Chine)



Participants au séminaire sur les stratégies de développement à l'heure de la mondialisation

Des responsables reçoivent une formation sur les questions traitées dans les récentes parutions du Rapport sur le commerce et le développement

Des fonctionnaires de la CNUCED avec quelques-uns des 50 responsables de haut niveau venant de 27 pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Océanie qui ont participé à un programme de formation avancée d'une durée de deux semaines, à Wuhan (Chine), sur les stratégies nationales de développement dans l'ère de la mondialisation. Le séminaire a permis de mieux faire comprendre les questions, les enjeux et les perspectives qu'implique actuellement la mondialisation. Il a été organisé et financé par le Gouvernement chinois.

mais s'étendre à des domaines propres à renforcer le potentiel de croissance et de mutation structurelle, notamment mécanismes monétaires et financiers, logistique commerciale, grands projets d'infrastructure et de développement des connaissances et politiques industrielles.

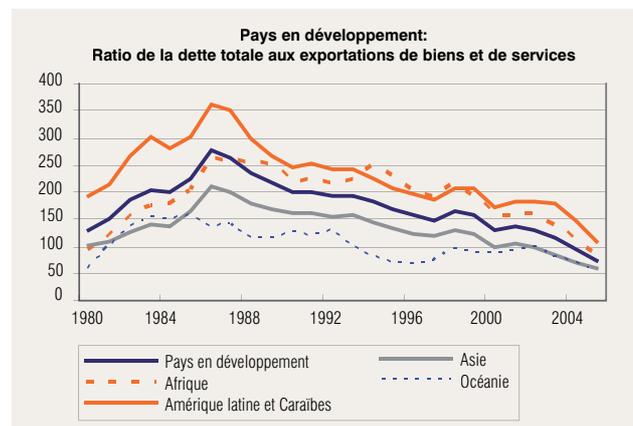
www.unctad.org/tdr

La problématique de la dette et du financement du développement

Les travaux d'analyse effectués régulièrement par la CNUCED sur les tendances de la dette extérieure et sur la viabilité de l'endettement et la gestion de la dette, ainsi que sur la structure de la dette publique dans les pays en développement, sous-tendent les débats de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'évolution des problèmes de la dette extérieure des pays en développement. Pour arriver à ces conclusions à ce sujet, l'Assemblée générale se fonde sur les résultats de travaux de recherche couvrant le rôle des nouvelles stratégies d'emprunt et des nouveaux titres de créance, les progrès de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) et les faits nouveaux concernant le rééchelonnement de la dette dans le cadre du Club de Paris, le cadre pour la viabilité de l'endettement des pays à moyen ou à faible revenu, les vulnérabilités potentielles liées au rôle de plus en plus important des instruments financiers structurés, et le rôle des agences de notation et leur effet sur le marché de la dette des pays en développement. Le

secrétariat analyse également, à l'intention du Conseil du commerce et du développement, des problèmes économiques mondiaux prioritaires, tels que la tourmente financière qui a frappé plusieurs pays développés depuis l'été 2007. Ces aspects sont également pris en compte dans les notes d'orientation établies à l'initiative du Secrétaire général de la CNUCED. Grâce à ces travaux, les États membres peuvent intégrer dans leur analyse de l'économie mondiale les plus récents facteurs critiques qui pèsent sur la croissance et le développement.

Les indicateurs de la dette des pays en développement sont en constante amélioration: le ratio de la dette totale aux exportations continue à diminuer.







2

AIDER LES PAYS À TIRER PROFIT DU COMMERCE MONDIAL

La publication de la CNUCED *Developing Countries in International Trade 2007: Trade and Development Index* aidera les pays à mieux suivre et analyser leurs résultats sur le plan du commerce et du développement et à identifier les domaines où des réformes s'imposent, sur le plan économique, commercial ou social, pour bénéficier au maximum de la libéralisation et de la mondialisation du commerce et en minimiser les coûts.

www.unctad.org/mainpublications



En 2006, les échanges commerciaux mondiaux se sont élevés au total à 12,1 billions de dollars. Il est estimé dans le Rapport sur le commerce et le développement, 2007 de la CNUCED qu'entre 1998 et 2006 les exportations des pays en développement ont plus que doublé, jusqu'à représenter plus d'un tiers des exportations mondiales de marchandises et un quart des exportations mondiales de services. La croissance vigoureuse des recettes d'exportation a stimulé la croissance globale et permis aux pays en développement d'importer davantage. Le commerce international a donc été un puissant moteur de croissance économique.

Mais tous les pays n'en ont pas tiré profit de manière égale. Beaucoup ont besoin d'une aide et de conditions internationales favorables pour s'intégrer avec succès dans le système commercial mondial et tirer parti du commerce. Il leur faut se doter des capacités humaines et institutionnelles voulues pour participer de manière plus dynamique aux négociations commerciales bilatérales, régionales et multilatérales et pour mettre en œuvre les accords commerciaux; élaborer des politiques et des mesures qui leur permettent de diversifier leur économie et de se doter de systèmes de production et d'infrastructures commerciales compétitifs; et mettre en place un cadre institutionnel et des conditions du marché où les pratiques anticoncurrentielles et autres obstacles à des relations commerciales équitables n'aient plus cours. Ils ont besoin aussi dans le cadre des relations économiques et commerciales internationales, d'une plus grande flexibilité dans les règles et disciplines multilatérales afin de pouvoir réaliser leurs objectifs de développement propres au niveau national.

Prendre en compte les problèmes d'accès aux marchés

Les problèmes d'accès aux marchés sont une source de préoccupation croissante pour les pays en développement. Leurs exportations continuent en effet à souffrir de la généralisation des obstacles non tarifaires, comme les normes en matière de sécurité, de santé et d'environnement. Il ressort d'études récentes de la CNUCED que les prescriptions techniques et

prescriptions apparentées concernant la santé, la sécurité et l'environnement représentent entre les deux tiers et les trois quarts de l'ensemble des obstacles non tarifaires, et qu'elles visent pratiquement tous les biens entrant dans le commerce international.

La Guinée, les Îles Salomon, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie et Vanuatu ont bénéficié d'une aide pour se doter des capacités institutionnelles requises pour se conformer aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires et aux normes du secteur privé, et pour accéder plus facilement à des marchés lucratifs.

Une association commerciale régionale andine, l'Asociación andina de ingredientes naturales, formée avec l'aide de la CNUCED, permettra aux entreprises de mieux promouvoir leurs intérêts et tirer parti des marchés mondiaux pour les produits issus de l'agriculture biologique.

Rechercher des perspectives commerciales nouvelles

Les travaux de recherche de la CNUCED ont montré que le commerce Sud-Sud, s'il impliquait des produits pour lesquels il existe une demande importante, pouvait aider les pays à passer à une production à plus forte valeur ajoutée et, ainsi, stimuler le développement en général et améliorer le niveau de vie. Une réunion d'experts de la CNUCED a étudié les moyens de surmonter les obstacles qui freinaient le développement du commerce Sud-Sud et nuisaient à son efficacité, tels que les conditions d'accès aux marchés et de pénétration des marchés, des bases de ressources intérieures limitées, et un développement insuffisant des infrastructures et des synergies entre les secteurs économiques locaux.

Une autre réunion d'experts a examiné comment promouvoir des secteurs nouveaux et dynamiques dans le cadre des échanges commerciaux en progression rapide entre les pays en développement, afin de favoriser une expansion économique durable et générale et une contribution au développement positive.



Conférence est-africaine sur les produits biologiques, Dar es Salaam (République Unie de Tanzanie)

Une nouvelle norme régionale sur l'agriculture biologique pourrait améliorer le sort de milliers d'agriculteurs

Grâce à l'assistance technique de la CNUCED, il a été fait une avancée majeure avec l'adoption de la nouvelle norme sur l'agriculture biologique en Afrique de l'Est, qui devrait faciliter le commerce et l'accès aux marchés pour les produits issus de l'agriculture biologique

Ces dernières années, le développement de la production et des exportations de produits issus de l'agriculture biologique d'origine certifiée a amélioré le sort de milliers de petits agriculteurs en Afrique de l'Est. Pourtant les pays de la région n'avaient ni politiques ni services de recherche et de vulgarisation spécifiques pour ces produits. En 2005, les produits issus de l'agriculture biologique étaient assujettis dans cette région à cinq normes officielles ou normes du secteur privé au minimum, ce que les parties prenantes considéraient comme un obstacle technique potentiel au commerce et à la collaboration au niveau régional. C'est ainsi qu'il a commencé à se former un consensus général quant à la nécessité d'une norme commune sur l'agriculture biologique en Afrique de l'Est.

Dans le cadre de l'Équipe spéciale PNUE-CNUCED pour le renforcement des capacités concernant le commerce, l'environnement et le développement et à l'issue de consultations avec toutes les parties prenantes dans les trois pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie), il a été entrepris des études sur la situation actuelle du secteur en Afrique de l'Est, sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire et sur les meilleures pratiques en la matière, afin de guider les responsables. Le projet, financé par la Commission européenne et par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), a facilité aussi un dialogue au niveau régional sur la question. Au fur et à mesure que le projet avançait, d'autres partenaires s'y sont ralliés pour former l'Équipe sur l'agriculture biologique en Afrique de l'Est, réunissant tous les acteurs concernés du secteur public et du secteur privé des pays de la CAE ainsi que du Burundi et du Rwanda, qui étaient en négociation pour devenir membres de la CAE. Les partenaires internationaux étaient la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM), le CCI et le Programme de l'ASDI pour la promotion des exportations africaines de produits issus

de l'agriculture biologique.

Le Groupe de travail chargé de formuler une norme régionale sur l'agriculture biologique s'est appuyé sur un processus de consultations intensif, ouvert et transparent, qui prévoyait un dialogue et des échanges entre secteur public et secteur privé au niveau régional, une expérimentation sur le terrain et des comparaisons techniques par rapport aux normes internationales pour l'agriculture biologique.

Ce processus a été décisif pour faire accepter le texte par les représentants des organismes nationaux de normalisation, des mouvements nationaux pour l'agriculture biologique et des organismes de certification des produits issus de l'agriculture biologique des pays de la CAE et de l'East African Business Council, qui constituaient le Groupe de travail. La norme sur l'agriculture biologique en Afrique de l'Est a été ainsi adoptée par le Conseil des ministres de l'Afrique de l'Est en avril 2007 et officiellement promulguée, avec le label correspondant pour les produits issus de l'agriculture biologique en Afrique de l'Est, par le Premier Ministre de la République-Unie de Tanzanie, Edward Lowassa, lors d'une conférence régionale tenue à Dar es-Salaam le mois suivant.

La norme de l'Afrique de l'Est est la deuxième norme régionale instituée dans le monde pour l'agriculture biologique, après celle de l'Union européenne, et la première à avoir été élaborée en coopération avec les mouvements pour l'agriculture biologique et les organismes nationaux de normalisation. Elle devrait doper le commerce et le marché de ces produits dans la région, contribuer à mieux faire comprendre aux agriculteurs et aux consommateurs l'intérêt de l'agriculture biologique et favoriser l'adoption d'une position de négociation unifiée pour peser davantage dans les processus normatifs internationaux concernant les produits issus de l'agriculture biologique. Elle devrait aussi faciliter les évaluations comparatives par rapport aux normes en vigueur sur les marchés des pays développés, et aider ainsi les agriculteurs de la CAE qui pratiquent l'agriculture biologique à accéder à ces marchés d'exportation lucratifs.

www.unep-unctad.org/cbtf/





Le Président Mwai Kibaki, du Kenya (centre), M. Kiraitu Murungi, Ministre de l'énergie (droite) et Mme Lakshmi Puri, Secrétaire générale adjointe par intérim de la CNUCED (extrême droite)

Remettre à l'ordre du jour la question des produits de base

La onzième Conférence et exposition sur le négoce et le financement du pétrole et du gaz en Afrique organisée sous l'égide de la CNUCED à Nairobi – considérée en général comme la plus importante manifestation multipartite annuelle pour le secteur de l'énergie en Afrique – a rassemblé des responsables et des spécialistes africains, des investisseurs et des organisations non gouvernementales, afin d'examiner notamment le rôle du financement du secteur des hydrocarbures en Afrique en tant que moteur du développement socioéconomique, les questions d'importation et de stockage du pétrole et des produits pétroliers, ainsi que la coopération régionale dans le secteur.

Une réunion d'experts sur la contribution des bourses de produits et des services financiers au commerce et au développement a recommandé à la CNUCED de maintenir à l'ordre du jour de la douzième session de la Conférence, avec un degré de priorité élevé, les travaux sur la question des produits de base. Les experts ont examiné la contribution potentielle au développement des bourses de produits aux niveaux national et régional, ainsi que les prescriptions requises en matière réglementaire pour surveiller les activités de ces bourses de produits. Ils ont défini aussi le rôle que pouvaient jouer ces bourses de produits pour stimuler l'intégration régionale et le commerce Sud-Sud, ainsi que les stratégies propres à renforcer la contribution des services

financiers à la croissance et au développement.

Une conférence multipartite organisée à Brasilia, en coopération avec le PNUD, le Fonds commun pour les produits de base et le Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a proposé une initiative mondiale globale sur les produits de base. Les recommandations correspondantes pourraient aider à renforcer la capacité d'offre, à assurer la participation effective des producteurs de produits de base aux chaînes de valeur, à diversifier la production et à rendre l'environnement international plus propice.

Apporter une aide pour les négociations sur les services

Dans le cadre d'un projet financé par la Communauté européenne, la CNUCED a aidé à renforcer les capacités, sur le plan humain et réglementaire, du secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), des États membres de la SADC et de son Forum de négociations commerciales, ce qui a conduit à l'adoption du Protocole de la SADC sur le commerce des services. Le projet prévoyait six études d'impact et une assistance technique sur place pour évaluer les approches et les options possibles en matière de libéralisation des services et de coopération dans le domaine de la réglementation. La libéralisation sans précédent du commerce des services qui en a résulté permettra aux États membres de la SADC d'exploiter le potentiel de développement de leurs secteurs de services en rapide expansion.



Cours de formation sur l'accèsion à l'OMC à Sao Tomé et Principe

Nouvelles perspectives pour le commerce Sud-Sud grâce aux TIC

De plus en plus souvent, les relations d'affaires se traitent électroniquement par l'Internet. Selon le Rapport 2007/2008 sur l'économie de l'information établi par la CNUCED, la décennie écoulée a été marquée par une forte croissance des flux d'échanges commerciaux liés aux TIC, et en particulier des exportations Sud-Sud. Le commerce de produits des TIC entre pays en développement s'est chiffré en 2004 à 410 milliards de dollars – soit légèrement en deçà des 450 milliards de dollars d'échanges commerciaux Nord-Nord liés aux TIC.

Pour mettre à profit les perspectives nouvelles qu'offrent les TIC, les pays ont besoin d'un cadre législatif approprié pour garantir qu'une transaction électronique est légale, a force exécutoire et est opposable. Grâce aux ateliers de formation et aux services consultatifs assurés dans le cadre du programme TrainForTrade, le Cambodge et la République démocratique populaire lao sont en train de finaliser leur législation sur le commerce électronique, en conformité avec le cadre régional harmonisé pour le commerce électronique mis en place par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

En Uruguay, 22 représentants des ministères, du secteur privé et du secrétariat de 11 États membres de l'Association



Mme Mina Mashayekhi, CNUCED, avec M. Mohamed Bedjaoui, ancien Ministre algérien des affaires étrangères, lors de l'Atelier national algérien sur les négociations commerciales multilatérales et les questions d'accèsion à l'OMC

latino-américaine d'intégration (ALADI) ont défini une feuille de route en vue de l'harmonisation régionale, à terme, du cadre juridique pour le commerce électronique. Ils avaient participé auparavant à une formation à distance sur les aspects juridiques du commerce électronique, qui leur avait montré comment une législation nouvelle sur le commerce électronique pouvait contribuer à favoriser l'IED et les perspectives commerciales liées aux TIC.

Accéder à l'OMC – Un enjeu majeur pour le développement

Dans un certain nombre de pays (par exemple Algérie, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Cap-Vert, Éthiopie, Iraq, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Soudan et Yémen), les équipes de négociation et autres parties prenantes nationales ont bénéficié d'un appui pour différents volets et à différentes phases du processus d'accèsion. L'objet de cet appui était de faire en sorte que les conditions d'accèsion du pays à l'OMC soient compatibles avec son niveau de développement et avec ses besoins en matière de financement, de développement et de commerce. L'appui fourni comportait la préparation d'études d'impact et de documents en relation avec l'accèsion (par exemple, sur les offres en matière d'accès au marché des biens et des services), ainsi qu'une assistance pour organiser des cours de formation.

Selon les estimations, les échanges Sud-Sud de marchandises auraient bondi de 580 milliards de dollars en 1995 à 2,1 billions de dollars en 2006, la part des exportations Sud-Sud dans les exportations mondiales de marchandises passant quant à elle de 11 % à 17 % au cours de la même période.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Réunion du Programme conjoint intégré d'assistance technique (JITAP) à Genève

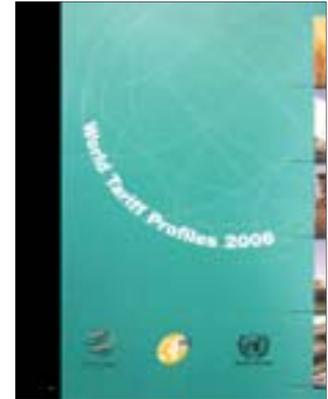
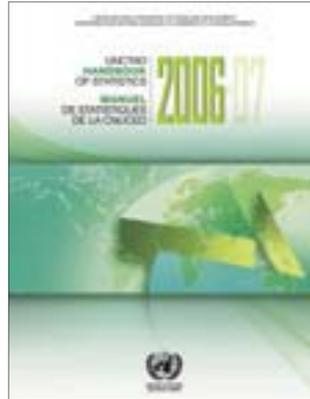


Permettre une participation active au Cycle de Doha

La CNUCED aide les pays en développement et les pays en transition à promouvoir leurs intérêts en matière de commerce et de développement dans les négociations commerciales du Cycle de Doha. Un atelier régional à l'intention des pays africains (organisé avec le PNUD) sur la mise en œuvre du mandat de Doha sur le traitement spécial et différencié a permis d'aider les participants à définir les aspects fondamentaux pour eux, et de contribuer à faire avancer ainsi les négociations sur la question du traitement spécial et différencié.

Dans le biais du Programme intégré conjoint d'assistance technique en faveur de certains pays les moins avancés et d'autres pays africains (JITAP), le cadre institutionnel requis pour les négociations commerciales a été mis en place, ou renforcé, dans huit pays (Botswana, Cameroun, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Sénégal et Zambie).

Le projet CNUCED-Inde sur le commerce et la mondialisation, appuyé par le Department for International Development du Royaume-Uni, a continué à apporter une aide à l'Inde pour participer aux négociations de Doha et aux négociations commerciales régionales. Un vaste réseau de partenaires a été mis en place pour promouvoir le commerce dans les secteurs dont l'activité profite aux populations pauvres, comme l'agriculture, la pêche, les petites et moyennes entreprises (PME) et les textiles.



Amélioration de la collecte et de l'analyse des données: Quoi de neuf?

Le nouveau système d'information statistique de la CNUCED a permis d'améliorer la couverture et la qualité des statistiques produites et publiées par la CNUCED et de faciliter l'utilisation de la nouvelle version du Manuel de statistiques, avec pour de nombreux indicateurs des statistiques récentes qui amélioreront la qualité de la recherche et de l'analyse. La publication Développement et mondialisation: faits et chiffres (issue du manuel), qui est en préparation en vue de la douzième session de la Conférence, fournira aux délégations des analyses et des statistiques utiles – considérées comme des «points de repère pour le développement dans le cadre de la mondialisation» – en relation avec le thème principal et les thèmes subsidiaires de la Conférence.

Une équipe pluri-institutions sur les obstacles non tarifaires (réunissant la CNUCED, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'ONUDI, la FAO, l'OCDE et le CCI) a fait une avancée importante en arrêtant des définitions et des classifications communes, et améliorées, de ces obstacles. Des travaux ont été entrepris à partir de là pour élaborer une base de données sur les obstacles non tarifaires, qui aidera les pays en développement à surmonter ces obstacles.

La publication Profils tarifaires dans le monde 2006 est un nouvel outil d'analyse qui s'adresse aux responsables des politiques et aux négociateurs de l'OMC et qui contient des informations sur les droits de douane appliqués et consolidés pour plus de 160 pays. C'est la première publication présentée par la CNUCED, l'OMC et le CCI conjointement.

Le nouveau système d'information sur le commerce Sud-Sud contient des données sur le développement des échanges commerciaux entre pays en développement.

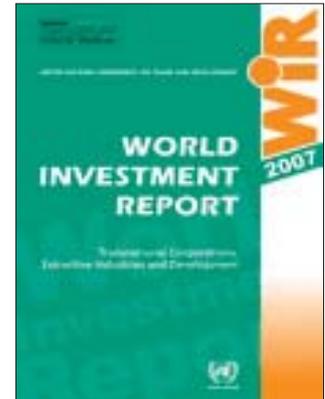
Le nombre des pays dont les tarifs douaniers sont couverts dans la base de données du système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS) est passé de 117 à 163. Les données TRAINS couvrent aussi des indicateurs qui permettent aux pays de calculer les possibilités d'accès aux marchés (par exemple, traitement en franchise et sans contingent pour les PMA) et de suivre la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Quelque 3 000 nouveaux utilisateurs ont pu avoir accès au système WITS (World Integrated Trade Solution) de la Banque mondiale et de la CNUCED en 2007, ce qui portait à 35 000 environ le nombre annuel d'utilisateurs.





3

**PROMOUVOIR
LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE ET LES
INVESTISSEMENTS
CONTRIBUANT AU
DÉVELOPPEMENT**



Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2007 de la CNUCED, les entrées mondiales d'IED ont bondi de 38 % en 2006, se rapprochant du chiffre record atteint en 2000, et les flux vers les pays en développement et les pays en transition ont atteint des niveaux sans précédent. Ces investissements peuvent aider les pays en développement à diversifier et à moderniser leurs structures de production et à développer leurs capacités afin de participer plus efficacement au commerce international et de stimuler ainsi la croissance économique.

Rapport sur l'investissement dans le monde 2007: Sociétés transnationales, industries extractives et développement

Le stock d'IED utilisé dans le monde par les 780 000 filiales étrangères des 78 000 sociétés transnationales (STN) atteint 12 billions de dollars. Même si les STN de pays développés restent les principales sources d'IED, celles de pays en développement et de pays en transition développent rapidement leurs activités à l'étranger et contribuent à l'augmentation des flux Sud-Sud. Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2007, ces sociétés ont représenté en 2006 16 % des sorties mondiales d'IED.

Bien que les gouvernements continuent à adopter des mesures pour faciliter et attirer l'investissement, on a constaté aussi que des restrictions nouvelles visant les intérêts étrangers étaient imposées, surtout dans les secteurs jugés «stratégiques». Certains gouvernements par exemple ont pris

des mesures afin de s'assurer une part accrue des recettes obtenues dans ces secteurs, et en particulier dans celui des industries extractives qui sont le thème du rapport de cette année.

Ces industries sont essentiellement à l'origine de l'essor de l'IED dans beaucoup de pays en développement qui possèdent d'importantes ressources naturelles, surtout en Afrique. La demande accrue de pétrole, de gaz, de minerais et de métaux, venant surtout des pays d'Asie qui connaissent une industrialisation rapide, a dopé les investissements dans l'exploration et l'extraction minières.

Le rapport met en relief l'émergence de nouvelles sociétés transnationales dans ce secteur, au fur et à mesure que beaucoup d'entreprises de pays en développement deviennent des acteurs mondiaux. Des efforts considérables devront être faits pour trouver des solutions aux problèmes posés par les activités d'extraction minière sur le plan économique, environnemental, social et politique, afin que les recettes tirées de ces industries puissent être mises au service du développement. Le rapport examine le rôle positif et le rôle négatif des STN dans ce secteur, et il formule à l'intention des gouvernements, de la communauté internationale et du secteur privé un certain nombre de recommandations pour que l'exploitation des ressources minérales devienne un moteur du développement.

www.unctad.org/wir

«La CNUCED présente chaque année ce rapport sur les flux mondiaux, qui constitue réellement la meilleure source d'information à ce sujet.»

Hamish McRae, *The Independent*, 18 octobre 2007

Attirer l'investissement étranger direct au profit du développement au Rwanda

Pour promouvoir les investissements dont le Rwanda a tant besoin pour son développement, le Gouvernement rwandais applique résolument les recommandations de la CNUCED en vue d'améliorer sa base de compétences et son climat d'investissement.

Le Rwanda est un petit pays sans littoral parmi les plus pauvres du monde, et il lui est particulièrement difficile d'attirer l'IED pour son développement. Quatre-vingt-dix pour cent de la population vit dans les zones rurales et tire difficilement sa subsistance de l'agriculture. Le secteur manufacturier et celui des services sont peu développés et procurent peu d'emplois structurés. Le niveau de développement des compétences et des ressources humaines est faible, mais en progression. Compte tenu des énormes difficultés qu'il avait à attirer l'IED, le Gouvernement a demandé à la CNUCED de procéder à un examen de la politique d'investissement.

La mission d'enquête initiale a constaté que le Gouvernement avait accompli de gros progrès pour rétablir la paix et la stabilité, amélioré le cadre de l'investissement, renforcé son cadre institutionnel réglementaire et lutté contre la corruption. Sur cette base solide, il fallait d'autres améliorations pour transformer le pays en un centre d'excellence dans la région sur le plan des infrastructures immatérielles et de la gouvernance.

Il a été suggéré au cours de l'examen de la politique d'investissement d'autres réformes dans certains domaines tels que l'imposition des sociétés, le règlement des différends, la flexibilité du marché du travail, le régime de la concurrence et les pratiques de bonne gouvernance pour promouvoir les investissements.

Il a été proposé dans le cadre de l'examen un programme pour attirer les compétences étrangères, afin de remédier au problème du manque de compétences et de procéder aux transferts nécessaires pour transformer le pays en une économie fondée sur les industries et les services et créer des emplois pour sa jeunesse. Après la présentation de l'examen de la politique d'investissement à la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes et son approbation par le Gouvernement rwandais, la CNUCED a présenté une proposition détaillée

de «programme visant à attirer et à diffuser les compétences» lors d'un atelier organisé à l'intention des parties prenantes, qui a réuni des hauts fonctionnaires du Gouvernement et des représentants du secteur privé et des syndicats. Les participants à l'atelier ont appuyé sans réserve le plan d'action, dont de nombreux aspects sont déjà en voie de mise en œuvre. La CNUCED continuera à fournir une assistance technique pour l'application du plan en 2008.

En outre, il a été fourni une assistance technique pour promouvoir les investissements étrangers dans le secteur minier – qui pourrait jouer un rôle important dans l'économie –, y compris une aide pour l'élaboration d'un code minier. Ce type de code est nécessaire pour attirer les bons investisseurs, c'est-à-dire ceux qui disposent de la technologie et des ressources financières voulues pour évaluer le potentiel minier du pays et en exploiter les ressources s'ils découvrent un gisement. Ce code est indispensable aussi pour pouvoir contrôler et réglementer comme il convient les risques qu'implique l'exploitation minière. La CNUCED formera du personnel et aidera à élaborer les décrets d'application et les modalités d'imposition applicables aux investissements dans le secteur minier.

www.unctad.org/lipr



Cérémonie de signature d'un accord bilatéral d'investissement entre la Belgique et le Rwanda (dans le cadre de la présentation de l'Examen de la politique d'investissement du Rwanda)



Inauguration de la Conférence exposition Inde Afrique sur les hydrocarbures, New Delhi (Inde); (premier plan, à partir de la gauche) Shri Murli Deora, Ministre du pétrole et du gaz naturel de l'Union indienne, Awad El Jazz, Ministre soudanais de l'énergie et des industries extractives, et Shri Dinsha J. Patel, Ministre d'État indien du pétrole et du gaz naturel

Aider à élaborer des politiques et des stratégies pour attirer l'investissement

Des investisseurs espagnols envisagent de créer au Pérou, pour un montant de 2 millions de dollars, une usine de production d'artichauts et de piments destinés à être exportés vers les marchés de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Ce projet devrait créer 200 emplois et avoir des retombées bénéfiques indirectes pour 350 familles dans la région d'Arequipa. Il a été rendu possible grâce à l'assistance fournie par la CNUCED à l'agence péruvienne de promotion des investissements, Proinversión, pour élaborer des stratégies ciblées sur les investisseurs intéressés par les agro-industries. Proinversión a demandé à la CNUCED une assistance pour promouvoir les investissements dans d'autres secteurs aussi.

Aider à élaborer des politiques et des stratégies pour mettre à profit les investissements

Une réunion d'experts a examiné et défini les meilleures pratiques et les facteurs de succès essentiels pour les programmes de développement des relations interentreprises, qui incluaient une masse critique d'entreprises pour fournir et pour acheter et une sélection rigoureuse des PME et des STN à mettre en relation. Il a été reconnu que le développement des groupements d'entreprises et une bonne gestion de la chaîne d'approvisionnement pouvaient améliorer les relations interentreprises et procurer des économies d'échelle. La CNUCED continue à faire des travaux de recherche et à donner des orientations afin de renforcer ces relations et de faire en sorte que les investissements contribuent au développement.

Promouvoir l'investissement Sud-Sud et l'expansion des entreprises à l'étranger

Quelque 60 dirigeants d'entreprise et 30 décideurs de 10 pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont échangé des données d'expérience et examiné les questions fondamentales qui se posent à leurs entreprises, y compris les PME, pour gérer les risques et relever les défis d'une expansion au niveau régional ou international. En étendant leurs activités à l'échelle régionale, les entreprises des pays de l'ASEAN peuvent contribuer à l'intégration et au développement des capacités productives dans la région et, en étendant leurs activités à l'échelle internationale, elles peuvent mieux tirer parti de la mondialisation et aider ainsi la région à mieux s'intégrer dans l'économie mondiale. Ce séminaire de haut niveau sur les politiques a été organisé à Bangkok par la CNUCED, le secrétariat de l'ASEAN et les chambres de commerce et d'industrie des pays de l'ASEAN, avec l'aide du Gouvernement japonais et du Conseil des investissements de la Thaïlande.

La Conférence et exposition Inde-Afrique sur les hydrocarbures tenue à New Delhi a donné une occasion unique aux acteurs clés dans le secteur des hydrocarbures de forger des partenariats, sous la forme de coentreprises, pour l'investissement, le transfert de technologies, la fourniture de matériel et les services de conseil. Cette manifestation était organisée conjointement par la CNUCED, le Gouvernement indien (Ministère du pétrole et du gaz naturel) et la Fédération des chambres indiennes de commerce et d'industrie.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Au sommet du G-8 tenu à Heiligendamm (Allemagne) en juin 2007, il a été fait référence aux examens de la politique d'investissement effectués par la CNUCED et au Cadre d'action pour l'investissement de l'OCDE, considérés comme des «mécanismes utiles pour définir une vision commune des conditions favorables à l'investissement dans les pays émergents et les pays en développement». Il a été demandé à ces deux organisations d'associer les pays développés, les pays en développement et les pays émergents à l'élaboration des meilleures pratiques pour accroître l'investissement étranger et renforcer sa contribution au développement durable, cette coopération devant s'inscrire dans la dynamique de la douzième session de la Conférence.



Cours de formation sur les accords internationaux d'investissement et les différends investisseurs et États destinés à 25 membres de la Banque islamique de développement, Amman (Jordanie)

Former des négociateurs et des arbitres

Des experts ont participé à une réunion-débat sur l'établissement de règles concernant l'investissement au niveau international dans le cadre de la session annuelle de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes. Ils ont relevé que les accords internationaux en matière d'investissement s'étaient rapidement multipliés et devenaient de plus en plus complexes et multiformes. Il fallait davantage prendre en compte dans ces accords les impératifs du développement, ce qui constituait un défi particulier pour les pays en développement qui devaient aussi se doter des capacités qu'implique cette tâche complexe.

L'organisation de formations sur les accords internationaux en matière d'investissement et les différends entre États et investisseurs a permis de créer dans les pays en développement des viviers de négociateurs et d'arbitres compétents. En 2007, quatre cours sur les accords internationaux en matière d'investissement ont été organisés: pour 29 participants venus de pays d'Afrique francophone à Genève; pour 25 collaborateurs de la Banque islamique de développement à Amman; pour 20 participants venus de 14 pays de l'Europe de l'Est et du Sud et de l'Asie centrale à Minsk, au Bélarus (pour la première fois dans cette région); et pour 23 négociateurs venus de 11 pays en Amérique latine. Au Maroc, au Pérou et en République dominicaine, des séminaires et des ateliers sur les accords internationaux en ma-

tière d'investissement et sur le règlement des différends ont aussi permis d'améliorer les capacités nationales.

Les pays en développement pourront participer de manière plus effective à l'établissement, au niveau international, de règles en matière d'investissement et de règlement des différends entre États et investisseurs en se référant aux études de la CNUCED sur les politiques internationales d'investissement au service du développement et à la base de données sur le règlement des différends entre États et investisseurs dans le cadre d'instruments internationaux.

Promouvoir le dialogue en matière d'investissement

Un dialogue multipartite, organisé en collaboration avec le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et l'organisation allemande à but non lucratif Capacity Building International (InWEnt), a permis d'approfondir le débat sur le renforcement des capacités des pays en développement dans le secteur pharmaceutique grâce à des investissements, à un régime des droits de propriété intellectuelle amélioré et au commerce.

Un forum des entreprises Chine-Inde-Brésil-Afrique, organisé au Cap par la CNUCED et le Commonwealth Business Council, a examiné les moyens de développer les partenariats pour l'investissement et les perspectives commerciales dans les pays du Sud.

Tribune de la réunion multipartite sur l'investissement et la production locale de médicaments essentiels, Genève





Développer le secteur des biocombustibles

Il a été consacré en 2007 un certain nombre d'études et de réunions à la composante commerce et développement du marché émergent des biocombustibles, avec notamment une évaluation approfondie des perspectives pour les biocombustibles au Guatemala. La CNUCED et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO ont également créé un fonds pour le financement de la production de biocombustibles en Afrique et le mécanisme pour un développement propre, afin de promouvoir les investissements dans le secteur des biocombustibles en Afrique.

Développer les capacités en matière de collecte de données

Les États membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ont approuvé une recommandation en vue de mettre en place au niveau régional un groupe d'étude chargé d'évaluer les effets de l'IED. Ce groupe d'étude contribuera à l'élaboration des politiques et à l'intégration régionale en concevant un système harmonisé pour mesurer, réunir et diffuser les statistiques relatives à l'IED et aux STN dans la région, sur la base des normes interna-

tionales, conformément à la recommandation formulée par l'atelier COMESA-CNUCED sur les statistiques relatives à l'IED et aux STN tenu à Lusaka, en Zambie – le premier atelier régional pour le renforcement des capacités concernant les statistiques de l'IED. Un atelier national similaire organisé au Maroc a chargé une équipe nationale multipartite de compiler des données sur l'IED dans ce pays. Ces travaux pourraient conduire à la création dans l'avenir d'un groupe d'étude pour la région de l'Afrique du Nord semblable à celui envisagé dans le cadre du COMESA.

L'IED dans le secteur du tourisme: la problématique du développement

Sur la base d'études approfondies sur le terrain dans dix pays en développement et d'une enquête auprès des principales chaînes hôtelières internationales, il a été fourni aux pays en développement des conseils pour mieux tirer profit de l'IED dans le secteur du tourisme et créer un cercle vertueux d'emploi, de transfert de compétences, de synergies et de réduction de la pauvreté. Cette initiative de la CNUCED a été appuyée par le Centre de recherches pour le développement international du Canada.

LE SAVIEZ-VOUS?

Le magazine Africa Investor a décerné à la CNUCED le premier prix dans la catégorie des «bonnes pratiques réglementaires» pour son Livre bleu sur la Zambie en 2007

Le Blue Book on Best Practices in Investment Promotion and Facilitation for Zambia a été officiellement lancé par le Vice-Président Rupiah Banda en mars 2007. Préparé conjointement par la CNUCED et par la Japan Bank for International Cooperation, il propose 10 mesures concrètes et d'un bon rapport coût/efficacité pour aider la Zambie à avoir un climat plus propice aux investissements afin de mieux attirer l'IED et d'offrir davantage de perspectives à la population. Sept mois après le lancement de cette initiative, sept des mesures avaient été appliquées ou étaient en cours de mise en œuvre.

www.unctad.org/bluebooks



*M. Rupiah Banda,
Vice Président zambien*



Le tourisme électronique – promouvoir les partenariats pour favoriser la croissance des PME

Le tourisme est un secteur d'une importance stratégique pour les pays en développement. Il peut devenir une importante source d'emplois, de revenus et de devises, et il offre des perspectives de diversification durable de l'économie. Ces dernières années, tous les processus liés à ce secteur ont été largement informatisés. En facilitant l'accès aux meilleures pratiques et à l'information commerciale, les TIC offrent aux entreprises du secteur du tourisme, et en particulier aux PME, des possibilités sans précédent d'accroître leur compétitivité.

L'initiative de la CNUCED pour le tourisme électronique préconise un tourisme durable fondé sur une approche novatrice, prévoyant l'élaboration de stratégies participatives, un renforcement des capacités et des activités de mise en réseau. Elle repose sur un solide partenariat public/privé et sur un système de logiciels libres sur mesure qui offrira une plate-forme électronique aux opérateurs locaux pour mieux cibler directement les marchés potentiels.

Les séminaires de formation pratique organisés par la CNUCED

à Madagascar et au Mali en Afrique, et au Cambodge, en Malaisie, dans la République démocratique populaire lao et à Sri Lanka en Asie ont permis de mieux faire connaître les perspectives offertes par les TIC dans le secteur du tourisme. Les donateurs se sont félicités en particulier que les représentants du secteur public et du secteur privé actifs dans ce domaine soient ainsi réunis, ce qui favorisait le dialogue et les partenariats entre les participants.







4

**AIDER LES PAYS
À MODERNISER
LEUR ÉCONOMIE**



Pour s'intégrer avec succès dans une économie mondiale où la concurrence est de plus en plus forte et pour pouvoir mieux participer au commerce et accélérer leur développement, les pays en développement doivent améliorer leurs infrastructures et leurs capacités de production. Ils doivent aussi se doter d'entreprises modernes et compétitives grâce au transfert de technologies et à un plus large accès aux technologies de l'information et de la communication. Un cadre réglementaire et institutionnel propice, un régime de la concurrence renforcé et de bonnes pratiques en matière de comptabilité et de gouvernance des entreprises sont également indispensables à leur modernisation.

**Rapport 2007/2008 sur l'économie de l'information
Science et technologie pour le développement:
le nouveau paradigme des TIC**

Les technologies de l'information et de la communication peuvent avoir, de par leur utilité générale, un important effet sur l'économie en créant de nouveaux modes d'organisation de la production et de consommation et en offrant aux pays en développement des perspectives nouvelles d'intégration dans l'économie mondiale.

Le rapport examine les moyens nombreux, divers et novateurs qui permettent à différents types de TIC, tels que téléphonie mobile, Internet et centres de télétraitement, de contribuer

à améliorer le niveau de vie, à créer des emplois et à aider les PME à se développer et à devenir compétitives. Les TIC sont aussi des vecteurs particulièrement efficaces pour le transfert de technologies. Par exemple, grâce à des centres d'information ruraux au Bangladesh et à un partenariat pour améliorer le sort des populations pauvres grâce aux moyens électroniques en Indonésie, les agriculteurs ont accès à des informations précieuses pour mieux lutter contre les insectes nuisibles et améliorer les techniques d'élevage.

Le rapport décrit comment les gouvernements peuvent jouer un rôle crucial dans le développement du secteur des TIC en appliquant des politiques propices à la création et à la diffusion des connaissances, et notamment en mettant en place un cadre juridique et réglementaire clair pour les interactions et les transactions entre les différents acteurs. Au niveau international, il faut des régimes des droits de propriété intellectuelle flexibles, des modèles en libre accès et des partenariats internationaux pour assurer des transferts de technologies et un partage des connaissances plus efficaces. Les partenaires de développement peuvent aider à combler la fracture numérique en apportant une assistance technique et en finançant les infrastructures nécessaires.

www.unctad.org/ier

**LE SAVIEZ-
VOUS ?**

La CNUCED s'attache à améliorer l'accès aux informations essentielles. Les centres de référence et centres nationaux d'information au Botswana, au Cameroun, au Malawi, au Mali, en Mauritanie, au Mozambique et en Zambie ont été renforcés dans le cadre du JITAP. Il leur a aussi été donné un accès en ligne aux documents de la CNUCED et de l'ONU, et ils ont bénéficié d'une formation à l'utilisation des nouveaux logiciels libres de gestion de bibliothèque.

www.unctad.org/ier



Participants à un atelier de Projeto Vinculos, au Brésil

Le développement des relations interentreprises améliore les perspectives pour les PME au Brésil

Le projet Vinculos pour le développement des relations interentreprises a largement contribué à la promotion de petites et moyennes entreprises dynamiques dans le Nord-Est du Brésil. Considérées comme le «moteur social de l'économie», les PME représentent 43 % du revenu national du Brésil, plus de 20 % de son produit intérieur brut et 64 % de la main-d'œuvre. À ce jour, le projet Vinculos a aidé quelque 80 PME, employant environ 2 500 personnes, à améliorer leur performance.

Dans la zone franche de Manaus, les PME produisant pour de grandes entreprises doivent affronter la concurrence non seulement des autres régions du pays, mais aussi du reste du monde. Le secteur de l'électronique, pilier du développement industriel de la région, fait l'objet de pressions croissantes qui l'obligent à comprimer les coûts dans la chaîne d'approvisionnement, et les normes environnementales sont de plus en plus rigoureuses. Obtenir la certification ISO 14001 (norme pour la gestion environnementale) est une quasi-nécessité pour les PME qui souhaitent travailler pour les sociétés transnationales, surtout si l'activité de ces dernières est orientée vers les marchés mondiaux. Par exemple, l'adoption par la société Philips en 2005 de la norme ISO 14001 comme critère de sélection de ses fournisseurs a posé des problèmes à ces derniers, qui étaient mal informés sur le processus de certification et qui n'avaient pas les ressources voulues pour s'y préparer.

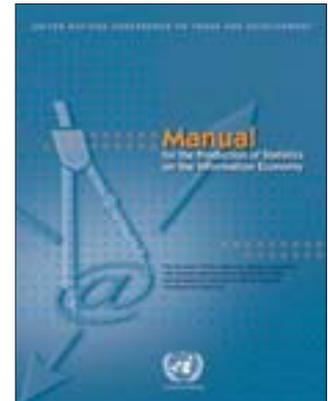
La société Philips et le projet Vinculos ont donc élaboré une stratégie pour renforcer les relations interentreprises, inciter

les entreprises à obtenir leur certification et organiser la mise en réseau des PME. Cela a permis à six entreprises d'obtenir la certification ISO 14001. Mauro Colombarolli, le Directeur d'Alfatec, une société de fabrication de matières plastiques et d'emballages employant 65 personnes à Manaus, a déclaré: «Le projet nous a donné confiance et nous a aidé à obtenir l'appui financier dont nous avons besoin... L'application de ces mesures nous a permis non seulement de réduire la consommation et la pollution, mais aussi de réorganiser nos procédures. Nous avons déjà économisé beaucoup d'argent avec nos nouvelles installations conformes à la norme, et nous sommes convaincus que les investissements seront rentables à terme.».

Grâce à ce projet, Philips a pu aller plus loin et mettre en place des équipes chargées de l'approvisionnement, qui organisent périodiquement des ateliers sur la question de la durabilité à l'intention des partenaires économiques locaux et qui associent les fournisseurs sélectionnés aux processus de mise au point des produits et d'amélioration de leur qualité.

Le projet Vinculos réunit la CNUCED, le Ministère brésilien de l'industrie et du commerce extérieur, les administrations régionales, la GTZ (l'agence allemande de coopération technique), le SEBRAE (le principal organisme brésilien de promotion des PME), la FDC (une prestigieuse école de commerce brésilienne) et une organisation non gouvernementale brésilienne, Ethos.

www.projetovinculos.org



Accélérer le développement grâce aux technologies de l'information et de la communication

Sachant que les technologies de l'information et de la communication peuvent promouvoir la compétitivité nationale dans le commerce international et, ainsi, la croissance économique, beaucoup de pays se sont dotés de plans-cadres nationaux pour les TIC. Mais s'ils ne disposent pas de données officielles sur l'utilisation de ces technologies par les entreprises, ils ne peuvent ni mesurer ni évaluer l'impact de leurs politiques et de leurs stratégies en faveur des TIC.

Le nouveau *Manual for the Production of Statistics on the Information Economy* de la CNUCED sera une référence pour les services nationaux de statistique et autres sources de statistiques officielles pour la collecte et l'analyse des données sur les TIC, et pour les normes internationales et les définitions correspondantes. Ce manuel sera également utilisé dans divers cours et ateliers de formation organisés par la CNUCED pour aider les pays en développement à recueillir des statistiques et des indicateurs fiables et comparables sur les TIC.

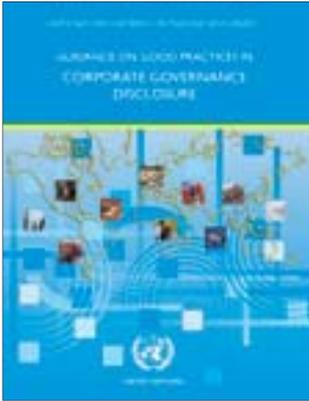
Une réalisation majeure du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement (lancé à la onzième session de la Conférence à São Paulo) a été la création d'une liste de base d'indicateurs des TIC approuvée au niveau mondial, qui a été formellement adoptée par la Commission de statis-

tique de l'ONU en 2007. Plusieurs pays en développement ont déjà intégré dans leurs enquêtes actuelles sur les ménages et les entreprises ces indicateurs, qui deviendront une référence de base pour la formulation et l'évaluation des politiques des TIC au service du développement. La CNUCED coopère avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), les commissions régionales de l'ONU, la Banque mondiale et Eurostat dans le cadre de ce partenariat.

Créer un climat propice aux investissements plus sûr et améliorer la gouvernance d'entreprise

Le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR) aide les pays en développement et les pays en transition à mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de comptabilité et de transparence afin de promouvoir les flux d'investissements et le développement économique. En 2007, le Groupe de travail a examiné les moyens de prendre en compte les besoins des PME en matière comptable.

Le rapport établi en 2007 par le secrétariat de la CNUCED à l'intention de l'ISAR, intitulé «Review of the implementation status of corporate governance disclosures: an inventory of



disclosure requirements in 25 emerging markets» recense les informations que les entreprises cotées en bourse peuvent être tenues de publier à la demande des autorités de réglementation et des autorités boursières dans les principaux pays émergents. Cet inventaire aidera les autorités en question dans les pays émergents à comparer leurs prescriptions en matière d'information avec celles qui sont imposées dans d'autres pays émergents ainsi que dans trois des plus gros marchés financiers mondiaux. L'étude repose sur la nouvelle norme internationale pertinente établie par la CNUCED dans le Guide des bonnes pratiques en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise qu'elle a publié en 2006.

Des études de cas sur l'application pratique dans certains pays des normes internationales en matière d'information financière permettent aux responsables de mettre en commun leurs expériences, d'en tirer des leçons et de comprendre tous les aspects complexes de l'application des normes. Les leçons tirées des études de cas ayant porté en 2006 sur l'Allemagne, le Brésil, l'Inde et la Jamaïque ont été diffusées lors d'ateliers organisés à Kiev, à Beijing et au Kazakhstan. En 2007, il a été préparé des études de cas portant sur l'Afrique du Sud, le Pakistan et la Turquie.

Améliorer le cadre de réglementation pour les entreprises

Un droit et des politiques de la concurrence sont indispensables pour éviter des pratiques commerciales restrictives ou une concentration du marché susceptibles d'entraver le commerce et le développement. À travers ses activités cruciales de coopération technique et d'information, la CNUCED aide les pays et les régions à adopter une législation appropriée sur la concurrence, à réformer la législation existante et à se doter des capacités institutionnelles voulues pour appliquer la législation.

La CNUCED a aidé la Malaisie à adopter un plan directeur pour la concurrence dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle loi sur la concurrence, en vue d'accélérer les procédures d'agrément et d'enregistrement des entreprises; elle a aidé le Viet Nam à préparer un décret-loi sur la protection des consommateurs et une loi sur la concurrence; et elle a aidé l'Égypte à élaborer et à adopter une loi sur la concurrence, qui réduisait le montant minimum des fonds propres requis pour créer une entreprise et réduisait de moitié le délai et les coûts nécessaires. Avec l'aide de la CNUCED, le Bhoutan a apporté des modifications à sa législation et à sa politique en matière de concurrence, en simplifiant la création des sociétés commerciales à responsabilité limitée et en permettant à une commission de lutte contre la corruption de mieux contrôler les marchés publics. De même, le Mozambique a adopté un plan directeur en matière de

Face au renforcement des relations commerciales et aux défis qu'implique l'appartenance à l'OMC, il faut des spécialistes des questions commerciales bien formés et informés. Le réseau de l'Institut virtuel de la CNUCED aide à répondre aux besoins croissants dans ce domaine, et les pays sont de plus en plus nombreux à souhaiter participer à cette initiative qui a fait la preuve de son succès. Les premières universités de pays en transition (Bélarus, Fédération de Russie et Ukraine) ont rejoint le réseau en 2007.



Participants au cours de formation sur les biotechnologies tenu à l'Institut de recherche sur l'ingénierie génétique agricole de Giza (Égypte), dans le cadre du Réseau de centres d'excellence

concurrence et préparé une loi sur la concurrence dans le cadre d'un projet de la CNUCED. Une masse critique de spécialistes des pratiques anticoncurrentielles a été créée en Bolivie, au Costa Rica, en El Salvador, au Nicaragua et au Pérou grâce au programme d'assistance technique pour les politiques de concurrence et de protection des consommateurs en Amérique latine (COMPAL).

Les examens collégiaux volontaires du droit et de la politique de la concurrence organisés dans le cadre des travaux du Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la

politique de la concurrence pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) (le premier examen de ce type pour un groupement régional) et pour deux de ses États membres, le Bénin et le Sénégal, ont abouti à la formulation de recommandations sur les moyens de renforcer l'efficacité des politiques de la concurrence. La CNUCED aide l'UEMOA et ses membres à appliquer une politique de la concurrence commune.

Promouvoir la science et la technologie

Une centaine de scientifiques africains, dont une trentaine de femmes, ont pu parfaire leurs connaissances dans des domaines comme ceux de la biotechnologie et des TIC à l'occasion des sept cours de formation organisés dans le cadre du projet de la CNUCED sur le réseau de centres d'excellence, financé par le Gouvernement italien. Des institutions scientifiques de réputation mondiale établies en Afrique du Sud, en Chine, en Égypte, en Inde et dans la République-Unie de Tanzanie participent actuellement au réseau, et d'autres devraient les rejoindre et permettre de former davantage d'étudiants. En renforçant les liens entre les membres de la communauté scientifique dans les pays en développement et leur mobilité, le projet favorise la coopération Sud-Sud pour la science et la technologie au service du développement.



Courtiers en douane à un atelier Sydonia à Torkham (Afghanistan)

Des procédures douanières plus modernes peuvent doper les échanges commerciaux et les recettes

Les recettes douanières constituent une importante part des recettes publiques pour beaucoup de pays en développement, en particulier les moins avancés. Une procédure de dédouanement efficace peut faciliter le recouvrement de ces recettes et le dédouanement des marchandises exportées, importées ou en transit depuis un pays sans littoral. Le commerce d'un pays peut en bénéficier, avec l'accroissement de recettes que cela implique.

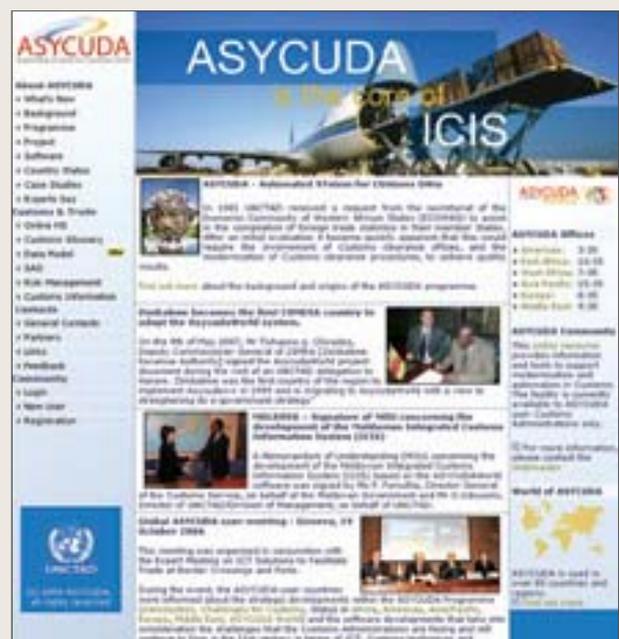
En Afghanistan, l'introduction du Système douanier automatisé (SYDONIA) de la CNUCED, un système de gestion électronique des données couvrant l'ensemble des procédures douanières, a fait bondir les recettes douanières de 86 millions de dollars en 2003-2004 à 311 millions de dollars en 2006-2007.

Des experts du programme SYDONIA ont aidé l'Administration afghane des douanes à mettre en place un système adapté aux besoins du pays en matière commerciale et douanière. Une formation pratique à l'utilisation du logiciel SYDONIA a été fournie à 90 mandataires en douane et à 35 fonctionnaires des douanes, et le système est désormais appliqué aux principaux points de transit et au siège de l'Administration des douanes à Kaboul. Disponible dans deux langues locales, le pashto et le dari, ainsi qu'en anglais, le logiciel SYDONIA++ (version mise à jour) facilite le traitement électronique des déclarations, la gestion des risques, les opérations en transit et le dédouanement rapide des marchandises. Ce système permet également de recueillir des statistiques fiables et actualisées qui sont d'une grande utilité pour la préparation des politiques commerciale et budgétaire.

Ce système a permis de simplifier les documents et les formulaires et d'en limiter le nombre, de rendre plus rationnelles et transparentes les procédures de dédouanement (réduisant ainsi les risques de corruption) et de réduire les

frais commerciaux. Le gain de temps est évident: par exemple, le dédouanement des véhicules automobiles importés de la République islamique d'Iran, qui prenait auparavant un mois, ne prend plus désormais qu'une journée. Le système a un effet très positif aussi pour la lutte contre le trafic de drogues. Même si les fonctionnaires des douanes ne peuvent pas contrôler les énormes quantités d'héroïne qui sortent du pays (représentant 92 % de la consommation mondiale), avec le nouveau système ils peuvent mieux surveiller les importations des produits chimiques utilisés pour transformer l'opium en héroïne. Le nouveau système fondé sur le programme SYDONIA permet en effet d'avoir la liste des produits chimiques et de leurs importateurs, qui ont désormais besoin d'une autorisation spéciale pour importer les substances en question.

www.asycuda.org

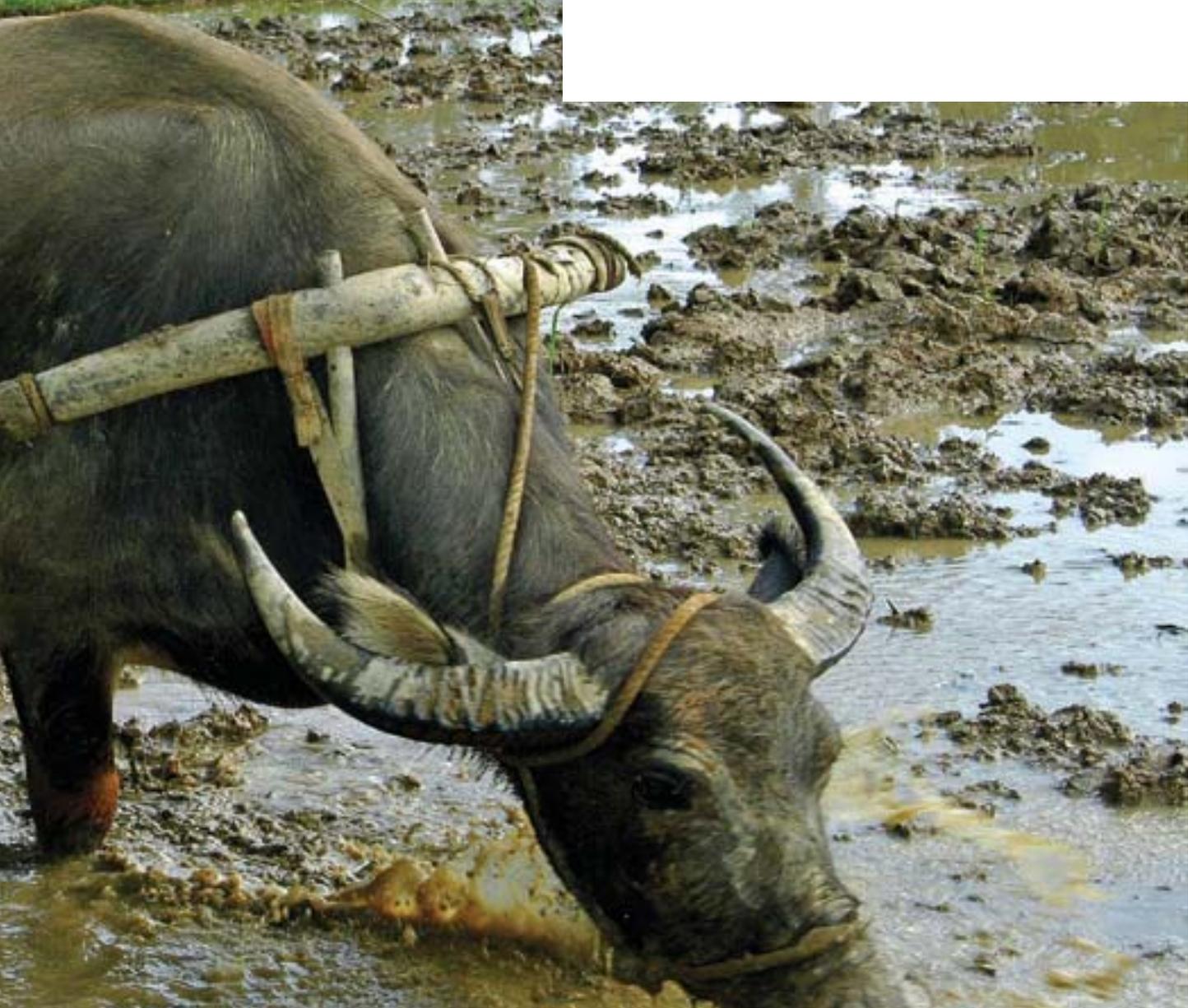


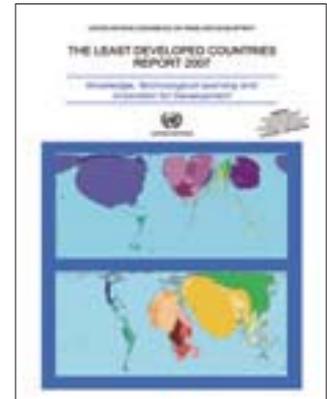




5

S'ATTAQUER AUX DIFFICULTÉS DES PAUVRES ET DES DÉFAVORISÉS





La CNUCED est à l'avant-garde des initiatives internationales pour fournir une assistance spéciale aux pays les moins avancés (PMA), aux petits États insulaires en développement et aux pays en développement sans littoral. Grâce à son savoir-faire pour mesurer la vulnérabilité économique de ces trois catégories de pays et pour remédier à leurs problèmes structurels, la CNUCED a fait une précieuse contribution à la défense de la cause de ces pays au niveau international comme préconisé par l'Organisation des Nations Unies, et en particulier au débat sur la question de l'«aide au commerce» qui mobilise de plus en plus l'intérêt de la communauté internationale. Deux publications annuelles, le Rapport sur les pays les moins avancés et Le développement économique en Afrique (voir plus bas), mettent en relief les défis particuliers en matière de développement que ces pays doivent relever, et ce qu'il faut faire aux niveaux national, régional et multilatéral pour y répondre.

**Rapport 2007 sur les pays les moins avancés:
Savoir, apprentissage technologique et innovation
pour le développement**

Le Rapport 2007 sur les pays les moins avancés est la première étude systématique sur l'apprentissage technologique et l'innovation dans les PMA. Il y est dit que si ces derniers ne parviennent pas à fonder davantage leur économie sur le savoir et à diversifier leurs activités à travers l'apprentissage

et l'innovation, ils risquent d'être encore plus marginalisés. Or la structure actuelle des flux de technologie vers les PMA dans le cadre du commerce international, de l'IED et de l'acquisition de licences ne contribue pas à réduire la fracture numérique mondiale. Le rapport aide à mieux faire comprendre cette question cruciale et à promouvoir le dialogue à ce sujet.

Le rapport examine ce que les gouvernements et leurs partenaires de développement peuvent faire, l'accent étant mis sur quatre questions essentielles: l'intégration dans les stratégies de développement des PMA et de réduction de la pauvreté de politiques en faveur de la science, de la technologie et de l'innovation dans l'optique d'un rattrapage technologique; les effets des régimes stricts des droits de propriété intellectuelle sur les processus de développement technologique dans les PMA et les options qui s'offrent pour améliorer les conditions d'apprentissage; les pertes de personnel qualifié résultant de l'émigration et les solutions possibles à ce problème; et l'utilisation par les PMA et leurs partenaires de développement d'une aide à l'acquisition de connaissances (dans le cadre de l'aide publique au développement) pour promouvoir l'apprentissage et l'innovation dans ces pays.

www.unctad.org/ldcr

«Ce rapport est particulièrement important parce qu'il met en relief un aspect nouveau que nous n'avons pas pour habitude d'associer à la thématique des pays les moins avancés: leur intérêt croissant pour la science et la technologie comme vecteurs de transformation économique.»

Calestous Juma, Directeur du projet sur la science, la technologie et la mondialisation, Université Harvard, États-Unis d'Amérique

«C'est une petite perle dans la forêt des rapports institutionnels. Certes un peu technique, mais qui touche juste: le rapport de la CNUCED sur les pays les moins avancés. [...] Si l'on veut réduire la pauvreté dans les 50 nations les plus pauvres, "la science, la technologie et l'innovation ne sont pas un luxe, mais une nécessité", assure le rapport.»

Libération, France, 20 juillet 2007

Le paradoxe insulaire: le cas des Maldives

Le tsunami qui a ravagé les Maldives en 2004 a mis en évidence de manière saisissante la vulnérabilité des îles, et a montré pourquoi la communauté internationale devait repenser ses critères pour faire sortir des pays de la catégorie des PMA.

Le cas des Maldives met clairement en lumière une thématique internationale émergente dont la CNUCED se fait l'écho depuis des années: le «paradoxe insulaire»¹. Beaucoup de petits États insulaires en développement qui semblent relativement prospères et sur la voie du progrès demeurent, paradoxalement, parmi les plus vulnérables du monde, ce qui fait peser une lourde menace sur leur stabilité socio-économique.

En décembre 2004, il était considéré que les Maldives étaient prêtes à sortir de la catégorie des PMA. Quelques jours plus tard, cet atoll était ravagé par un tsunami qui a montré qu'il fallait accorder davantage de poids au critère de vulnérabilité avant de faire sortir des pays de la catégorie des PMA.

La CNUCED préconise depuis longtemps une révision des critères de sortie, afin que tout pays puisse attester de progrès importants en termes d'atténuation de sa vulnérabilité économique et de développement de ses ressources humaines avant de pouvoir être radié de la liste des PMA. Tout en contribuant aux discussions en cours sur les conditions de sortie de la catégorie des PMA, la CNUCED soutient les petits États insulaires en développement qui s'efforcent de surmonter le paradoxe insulaire, en les aidant à mieux supporter les chocs extérieurs et notamment à se réorienter vers des activités économiques moins vulnérables à ces chocs.

Le profil de vulnérabilité élaboré par la CNUCED pour les Maldives mettait en relief leur très grande vulnérabilité aux catastrophes naturelles, à la dégradation de l'environnement et aux chocs économiques, et montrait que le pays avait besoin d'un délai supplémentaire pour mieux résister aux facteurs exogènes négatifs. Il montrait aussi que le secteur de la pêche, le deuxième en importance du pays, pourrait être gravement touché si la sortie prématurée du pays de la catégorie des PMA impliquait pour celui-ci la perte de l'accès en franchise au marché du thon de l'Union européenne.

Après le tsunami, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé d'accorder aux Maldives une période de transition exceptionnelle de trois ans (2005-2007) pour faciliter les efforts de reconstruction avant le début de la période de transition normale de trois ans, afin que le pays puisse négocier une «transition sans heurt» avec ses partenaires de développement. Les Maldives devraient maintenant sortir de la catégorie des PMA le 1^{er} janvier 2011.



¹ La CNUCED estime que les petits États insulaires en développement sont économiquement plus vulnérables que les autres pays en développement dans une proportion de 34 %, essentiellement parce qu'ils sont exposés aux catastrophes naturelles et vulnérables aux chocs commerciaux. Le document *The Island Paradox* (à paraître) traite ces questions, qui sont encore plus pertinentes pour les six petits États insulaires en développement moins avancés qui remplissent les conditions de sortie.



Participants à un atelier régional latino américain sur les statistiques de la dette

Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA

Le Cadre intégré renforcé reposait sur l'idée de plus en plus largement admise, et préconisée depuis longtemps par la CNUCED, selon laquelle il fallait renforcer les capacités productives des PMA pour que ceux-ci puissent participer effectivement au commerce international. La prise en main par les pays et l'intégration systématique de la composante commerce, deux concepts que la CNUCED s'attache à promouvoir, ont désormais une place prépondérante dans ce processus d'assistance et devraient contribuer à faire en sorte que le commerce bénéficie d'une priorité plus grande dans les plans nationaux de développement des PMA.

Dans ce cadre, il a été apporté à l'Angola et aux Îles Salomon une aide pour formuler leurs stratégies de développement commercial. Grâce à ses études diagnostiques pour l'intégration du commerce, la CNUCED a pu définir les mesures propres à aider des PMA (Cambodge, Comores et Soudan) à surmonter les obstacles intérieurs et extérieurs qui les empêchent de s'intégrer dans l'économie mondiale.

Prendre en compte les problèmes spécifiques des pays en développement sans littoral

La CNUCED a contribué au Programme d'action d'Almaty issu de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit tenue en 2003, en permettant de mieux comprendre les problèmes particuliers de ces pays et en renforçant leur visibilité dans les négociations multilatérales. Les services consultatifs fournis par la CNUCED aux Gouvernements de la Chine, de la Fédération de Russie et de la Mongolie ont contribué à débloquer les négociations sur un accord de trafic de transit. La CNUCED a aussi aidé la Mongolie à formuler une stratégie nationale pour développer ses capacités et offrir aux pays voisins des services de transit avec liaisons terrestres.

Aider le peuple palestinien

Les exportations palestiniennes sont de plus isolées des marchés arabes et des marchés mondiaux à cause de la politique israélienne de bouclage. Dans le même temps, selon le rapport annuel de la CNUCED sur l'assistance au peuple palestinien, entre 2005 et 2006 les importations sont passées de 75 % à 86 % du PIB, soit une perte de 500 millions de dollars pour l'économie. Il fallait l'équivalent de 50 % du PIB palestinien pour financer le déficit commercial avec Israël en 2006. Pour réduire la dépendance de la Palestine vis-à-vis d'Israël, la CNUCED appuie les efforts entrepris pour trouver d'autres débouchés pour le commerce palestinien à travers l'Égypte et la Jordanie.

Avec le soutien financier de la Commission européenne, la CNUCED appuie le développement et la croissance du secteur privé en coopérant avec ce dernier pour créer le Conseil de chargeurs palestiniens, et avec les autorités douanières palestiniennes pour mettre en œuvre la troisième phase du programme de modernisation des douanes (SYDONIA III). En outre, avec l'appui de la Norvège, la CNUCED aide l'Agence palestinienne pour la promotion des investissements à établir et à appliquer une stratégie de rétention des investissements.

Aider les pays à gérer la dette

Le Cambodge est devenu le soixante-sixième pays à bénéficier du système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) et de son programme de produits et de services – 56 pays et 82 institutions utilisent actuellement ce système pour la gestion courante de leur dette. Avec chaque nouvelle version du SYGADE et avec les activités correspondantes de renforcement des capacités, les pays sont mieux à même de gérer leur portefeuille de la dette. La dernière version du logiciel SYGADE a été installée dans 13 pays et 16 institutions supplémentaires en 2007, et diverses initiatives pour le renforcement des capacités ont été organisées dans le cadre de 42 projets d'assistance technique évolutifs.

Certaines questions en relation avec la dette et le développement les plus pertinentes aujourd'hui ont été examinées lors de la sixième Conférence sur la gestion de la dette, organisée sous l'égide de la CNUCED, par quelque 250 spécialistes et gestionnaires de la dette venus de plus de 70 pays



Table ronde de grands chefs d'entreprise organisée par Empretec en République Unie de Tanzanie

bénéficiaires ou donateurs. Les discussions ont été axées sur les aspects concrets de la gestion courante de la dette, y compris l'utilisation de la nouvelle version 6 du SYGADE.

Plus d'une centaine d'activités de renforcement des capacités ont été organisées aux niveaux national, régional et international. Par exemple, des fonctionnaires des services nationaux de gestion de la dette en Équateur, en Éthiopie, au Honduras, aux Philippines, en Thaïlande et au Zimbabwe ont participé à des voyages d'étude au niveau régional d'une durée de trois à quatre semaines, qui leur ont permis de visiter d'autres services de gestion de la dette de la région et d'y recevoir une formation sur place.

Renforcer le développement des entreprises

Dans le cadre du Programme de développement de l'entrepreneuriat (EMPRETEC) organisé par la CNUCED, il est mis en place en République-Unie de Tanzanie un nouveau centre pour l'entrepreneuriat, avec des services à Dar es-Salaam et à Mwanza. Ce centre offrira un vaste éventail de services de formation et de développement des entreprises et des relations interentreprises, y compris à l'intention des femmes chefs d'entreprise. Lors d'une table ronde de dirigeants d'entreprise organisée dans ce pays, 35 chefs d'entreprise ont salué le programme de la CNUCED sur l'«intrapreneuriat» pour les entreprises publiques ou privées, qui répondait aux besoins de formation découlant de leur propre initiative sur le renforcement des fonctions de direction dans le service public.

Aider les producteurs de produits de base

L'Initiative pour l'exploitation durable des produits de base a été élaborée en concertation avec l'Institut international du développement durable, l'Institut international pour l'environnement et le développement, AidEnvironment et d'autres entités, dans le but de promouvoir la prise en compte des problèmes de viabilité sociale et environnementale dans les politiques internationales pour les produits de base. Cette initiative initialement axée sur le café prévoyait une assistance technique, une aide financière pour les petits exploitants et une évaluation des coûts et des avantages pour les petits producteurs des normes et des labels correspondants. Les activités ont été étendues par la suite à d'autres produits de base. La CNUCED a ainsi parrainé récemment une réflexion

multipartite sur la problématique sociale et environnementale dans l'industrie bananière mondiale, organisée en concertation avec la société civile et des représentants du secteur.

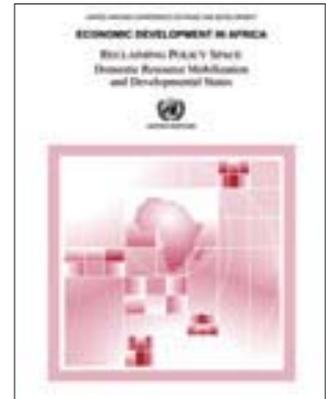
En Ouganda, un programme pour le biocommerce, organisé en coopération avec l'Office ougandais de promotion des exportations et avec l'appui financier de la Norvège et des Pays-Bas, vise à promouvoir le commerce des produits et des services fondés sur la biodiversité et les investissements correspondants. La commercialisation de manière durable de produits avec un potentiel de forte valeur ajoutée locale contribuera à l'amélioration du niveau de vie et à la réduction de la pauvreté.

Dans le cadre du JITAP, le Gouvernement malien a reçu une aide pour réaliser des études sur la compétitivité du bétail malien dans la région de l'Afrique de l'Ouest, dans le cadre d'un projet pilote pour la préparation d'un manuel sur la diversification et la compétitivité des exportations fondées sur les produits de base. Ces études permettront d'évaluer la compétitivité d'un produit de base et de la renforcer grâce à des mesures au niveau national et à une coopération régionale, afin de maximiser la contribution du commerce agro-alimentaire au développement.

Formation et renforcement des capacités

Avec l'aide de l'Institut virtuel de la CNUCED sur le commerce et le développement, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal ont mis au point des programmes d'études universitaires supérieures sur le commerce international pour former les spécialistes du commerce dont ils ont de plus en plus besoin. En outre, 29 étudiants de l'Université de Dar es-Salaam titulaires d'un premier diplôme de l'enseignement supérieur ont suivi des ateliers et des exposés sur la production et le commerce des produits de base échangés au niveau international.

Grâce au programme de formation portuaire organisé par la CNUCED, 20 gestionnaires du Port autonome de Cotonou, au Bénin, ont acquis les connaissances nécessaires pour devenir rapidement opérationnels dans leurs nouvelles fonctions dans le secteur portuaire.



Le développement économique en Afrique 2007 – Retrouver une marge d'action: la mobilisation des ressources intérieures et l'État développementaliste

Selon ce rapport, en misant davantage sur les ressources financières intérieures et sur des investissements plus productifs, les gouvernements africains pourront définir des programmes de développement conformes à leurs véritables priorités. Les pays africains devraient suivre l'exemple des pays d'Asie – les «États développementalistes» – qui ont connu une croissance économique phénoménale en conduisant activement une politique de diversification et de rattrapage économiques. Cette stratégie diffère clairement de celle recommandée encore récemment aux pays africains, qui préconisait une moindre implication de l'État afin de laisser les mécanismes du marché déterminer la croissance.

Il existait dans les pays africains des ressources financières intérieures potentielles «cachées» qui pourraient être mobilisées pour le développement. Des réformes des finances publiques, un meilleur recouvrement de l'impôt, le transfert vers le secteur formel d'activités relevant du vaste secteur informel, l'utilisation plus productive des envois de fonds des Africains travaillant à l'étranger, la lutte contre la fuite des capitaux et la mise en place de mesures appropriées pour rapatrier les ressources détenues à l'étranger permettraient, notamment, de réduire le déficit actuel de ressources finan-

cières au service du développement. Des investissements stratégiques dans les secteurs les plus étroitement imbriqués dans l'économie permettraient de créer de nouveaux emplois et d'induire une croissance dont bénéficieraient de plus nombreuses personnes. Le rapport conclut qu'il se forme aujourd'hui un consensus autour de l'idée que les pays africains ont besoin d'une implication de l'État qui soit meilleure, et non moindre, et d'une marge d'action suffisante pour pouvoir développer leurs propres institutions et relever leurs défis en matière de développement.

www.unctad.org/africa/series





Travailler à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le renforcement de l'accès aux services essentiels, en particulier pour les populations pauvres et marginalisées, peut aider à atténuer la pauvreté – un élément majeur des objectifs du Millénaire pour le développement. En conduisant les évaluations, la recherche et le dialogue sur les services, la CNUCED aide les pays en développement à concevoir des politiques appropriées pour garantir un accès universel aux services essentiels.

Une réunion d'experts sur l'accès universel aux services essentiels (par exemple pour l'éducation, la santé et l'eau) a permis un vaste examen et un partage des expériences nationales, et aidé à définir les perspectives et les enjeux qu'impliquaient les différentes politiques. Elle a abouti à des recommandations qui donnent aux autorités nationales de réglementation et aux décideurs de précieuses orientations sur les différents choix et moyens d'action dans ce domaine. La réunion a examiné aussi comment tirer parti de la libéralisation du commerce des services pour améliorer l'accès universel aux services essentiels.

Les règles internationales en matière de commerce et d'investissement peuvent créer des difficultés pour les gouvernements lorsqu'il s'agit de mettre en place des mesures visant à renforcer l'accès aux services essentiels (par exemple l'eau) en particulier pour les populations pauvres et marginalisées. À la demande du Gouvernement bolivien, la CNUCED

a apporté son assistance pour aider à relever ce défi. Elle a organisé une réunion des acteurs clefs (société civile, secteur privé, organisations intergouvernementales, autorités de réglementation, négociateurs commerciaux, etc.) pour échanger des expériences et examiner les grandes options, qui a abouti à des recommandations. Certaines d'entre elles, qui concernaient les négociations commerciales multilatérales, ont été reprises dans les politiques de la Bolivie et dans la position de négociation de ce pays par rapport à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC.

La CNUCED aide l'Éthiopie à évaluer ses secteurs de la santé et de l'éducation, en utilisant une approche multipartite afin de promouvoir un processus participatif pour l'élaboration de politiques commerciales. Cette évaluation aidera l'Éthiopie à définir ses grandes options et à établir des cadres réglementaire et institutionnel pour réaliser ses objectifs d'accès universel dans ces secteurs.

L'accès universel aux services financiers, y compris pour les populations pauvres et marginalisées, est indispensable pour atténuer la pauvreté. Une réunion d'experts sur les services financiers organisée sous l'égide de la CNUCED a permis de tirer des enseignements de l'expérience de la Grameen Bank, dont le succès en matière de microcrédit et de microfinancement est un exemple pour de nombreux pays. La réunion a aussi mis en lumière les possibilités croissantes de développement des exportations de services financiers des pays en développement dans les créneaux de la banque islamique, du microfinancement et des délocalisations.





6 ANNEXES

Annexe A - Publications de la CNUCED en 2007

Titre	Cote du document	Date de publication
Macroéconomie et politiques de développement		
G-24 Discussion Paper No. 43: Beyond the IMF	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/1	15 février
G-24 Discussion Paper No. 47: IMF Contingency Financing for Middle-Income Countries with Access to Private Capital Markets: An Assessment of the Proposal to Create a Reserve Augmentation Line.	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/5	1 ^{er} mars
G-24 Discussion Paper No. 44: East Asia's Counterweight Strategy: Asian Financial Cooperation and Evolving International Monetary Order	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/2	15 mars
UNCTAD Discussion Paper No. 183: Rethinking Industrial Policy	UNCTAD/OSG/DP/2007/2	1 ^{er} avril
G-24 Discussion Paper No. 45: The Potential Impact of the "Aid for Trade" Initiative	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/3	30 juin
UNCTAD Discussion Paper No. 185: The Concept of Odious Debt in Public International Law	UNCTAD/OSG/DP/2007/4	30 juillet
UNCTAD Discussion Paper No. 184: National Innovation System and Macroeconomic Policies: Brazil and India in Comparative Perspective	UNCTAD/OSG/DP/2007/3	1 ^{er} septembre
Rapport sur le commerce et le développement, 2007	UNCTAD/TDR/2007	5 septembre
G-24 Discussion Paper No. 46: Regional Arrangements to Support Growth and Macro-Policy Coordination in MERCOSUR	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/4	10 novembre
G-24 Discussion Paper No. 48: Aid for Trade: Cool Aid or Kool-Aid?	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/6	26 décembre
G-24 Discussion Paper No. 49: IMF Voting Reform: Need, Opportunity and Options	UNCTAD/GDS/MDPB/G24/2007/7	26 décembre
Global and Regional Approaches to Trade and Finance	UNCTAD/GDS/2007/1	31 décembre
Coping with Globalized Finance: Recent Challenges and Long-Term Perspectives	UNCTAD/GDS/2007/2	31 décembre
Statistiques		
Manuel de statistiques de la CNUCED (papier et CD-ROM) et version du Manuel en ligne	TD/STAT.31	1 ^{er} juillet
Assistance au peuple palestinien		
Integrated Simulation Framework for Palestinian Macroeconomic, Trade and Labour Policy	UNCTAD/GDS/APP/2006/2	26 janvier
Gestion de la dette		
Actes de la cinquième Conférence interrégionale sur la gestion de la dette, 2005	UNCTAD/GDS/DMFAS/2007/1	5 novembre
Développement de l'Afrique		
Le développement économique en Afrique: Retrouver une marge d'action – La mobilisation des ressources intérieures et l'État développementiste	UNCTAD/ALDC/AFRICA/2007/1	26 septembre

Investissements internationaux: tendances, problèmes et analyse

Asian Foreign Direct Investment in Africa: Towards a New Era of Cooperation Among Developing Countries	UNCTAD/ITE/IIA/2007/1	1 ^{er} février
Foreign Direct Investment Surged Again in 2006	UNCTAD/ITE/IIA/MISC/2007/2	1 ^{er} février
Transnational Corporations Journal, vol. 15, No. 3	UNCTAD/ITE/IIT/2006/3	1 ^{er} avril
Rising FDI into China: the Facts Behind the Numbers	UNCTAD/ITE/IIA/MISC/2007	1 ^{er} avril
The Universe of the Largest Transnational Corporations	UNCTAD/ITE/IIA/2007/2	1 ^{er} octobre
Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007 (papier et CD-ROM)	UNCTAD/WIR/2007	16 octobre
Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007, vue d'ensemble	UNCTAD/WIR/2007 (Overview)	16 octobre
Stability, Skilled Labour and Infrastructure Top Location Factors for Foreign Affiliates	UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2007/4	1 ^{er} novembre
World Investment Prospects Survey 2007 2009	UNCTAD/ITE/IIA/2007/4	1 ^{er} novembre
Worldwide Survey of Foreign Affiliates	UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2007/5	5 novembre
FDI in Tourism: the Development Dimension	UNCTAD/ITE/IIA/2007/5	1 ^{er} décembre

Accords internationaux d'investissement

Bilateral Investment Treaties in 1995 2006: Trends in Investment Rule Making	UNCTAD/ITE/IIA/2006/5	1 ^{er} février
Intellectual Property Provisions in International Investment Agreements	UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2007/1	1 ^{er} mai
Development Implications of International Investment Agreements	UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2007/2	1 ^{er} septembre
Investor State Dispute Settlement and Impact on Investment Rulemaking	UNCTAD/ITE/IIA/2007/3	1 ^{er} décembre
Recent Developments in International Investment Agreements	UNCTAD/WEB/ITE/IIA/2007/6	1 ^{er} décembre

Examens de la politique d'investissement

Examen de la politique d'investissement – Maroc	UNCTAD/ITE/IPC/2006/16	29 janvier
Investment Policy Review – Zambia	UNCTAD/ITE/IPC/2006/14	1 ^{er} février
Report on the Investment Policy Review of Uganda	UNCTAD/ITE/IPC/2006/15	1 ^{er} février
Blue Book on Best Practices in Investment Promotion and Facilitation – Zambia	UNCTAD/ITE/IPC/MISC/2006/3	23 mars

Promotion de l'investissement

Aftercare: a Core Function in Investment Promotion	UNCTAD/ITE/IPC/2007/1	1 ^{er} octobre
--	-----------------------	-------------------------

Problèmes internationaux de comptabilité et de publication

Review of International Accounting and Reporting Issues: 2006 Review	UNCTAD/ITE/TEB/2007/2	1 ^{er} juin
---	-----------------------	----------------------

Développement des entreprises

Global Players from Emerging Markets: Strengthening Enterprise Competitiveness through Outward Investment	UNCTAD/ITE/TEB/2006/9	1 ^{er} septembre
Creating Business Linkages: a Policy Perspective	UNCTAD/ITE/TEB/2007/7	1 ^{er} décembre

Science et technologie au service du développement		
World Information Society Report 2007: Beyond WSIS	UNCTAD/ITU/WISR2007	1 ^{er} mai
The Role of Intellectual Property Rights in Technology Transfer in the Context of the Convention on Biological Diversity	http://www.cbd.int/doc/meetings/ttc/ egtstc-02/other/egtstc-02-oth-techstudy-en.pdf	1 ^{er} septembre
Négociations commerciales et diplomatie commerciale		
Contribution du commerce des textiles et des vêtements au développement dans un environnement en mutation rapide	UNCTAD/DITC/TNCD/2006/9	1 ^{er} août
Le tourisme durable est-il un concept prometteur? Élaboration d'un outil d'évaluation du tourisme durable	UNCTAD/DITC/TNCD/2006/5	1 ^{er} novembre
Trade and Development Aspects of Insurance Service and Regulatory Frameworks	UNCTAD/DITC/TNCD/2007/4	1 ^{er} décembre
Analyse commerciale		
Series on Trade, Poverty and Related Cross-Cutting Development Issues – Challenging Conventional Wisdom: Development Implications of Trade in Services Liberalization	UNCTAD/DITC/TAB/POV/2006/1	1 ^{er} janvier
IBSA: an Emerging Trinity in the New Geography of International Trade	UNCTAD/ITCD/TAB/36	1 ^{er} avril
Developing Countries in International Trade 2007 – Trade and Development Index	UNCTAD/DITC/TAB/2007/2	6 novembre
Generalized System of Preferences (GSP): Handbook on the Scheme of Turkey	UNCTAD/ITCD/TSB/Misc.74	1 ^{er} décembre
Commerce, environnement et développement		
Series D: Trade, Environment and Development – Analytical Studies: Overview of the Current State of Organic Agriculture in Kenya, Uganda and the United Republic of Tanzania and the Opportunities for Regional Harmonization	UNCTAD/DITC/TED/2005/16	15 février
Bienes y Servicios Ambientales en América Central, Cuba y la República Dominicana: Contexto internacional y experiencias nacionales	UNCTAD/DITC/TED/2005/13	15 février
Harmonization and Equivalence in Organic Agriculture: Volume 3 – Background papers of the International Task Force on Harmonization and Equivalence in Organic Agriculture	UNCTAD/DITC/TED/2007/1	1 ^{er} mars
Requisitos Ambientales, Competitividad Internacional y Acceso a Mercados en América Central, Cuba y la República Dominicana Contexto internacional y experiencias nacionales, con referencia especial a los productos agrícolas	UNCTAD/DITC/TED/2006/1	1 ^{er} mai
Opportunities and Challenges of Biofuels for the Agricultural Sector	UNCTAD/DITC/TED/2007/5	21 décembre
Produits de base		
Safety and Quality of Fresh Fruit and Vegetables, a Training Manual for Trainers	UNCTAD/DITC/COM/2006/16	1 ^{er} février

Produits de base et développement	TD/B/COM.1/82	7 février
Leveraging Offshore Financing to Expand African Non-Traditional Exports: The Case of the Horticultural Sector (new case studies)	UNCTAD/DITC/COM/2006/13	1 ^{er} avril
The Iron Ore Market 2006 2008	UNCTAD/DITC/COM/2007/5	11 juin
La contribution des produits de base au développement	TD/B/COM.1/EM.33/2	23 juin
Peru Country Case Study: The Challenge of Mineral Wealth – Using Resource Endowments to Foster Sustainable Development	http://www.icmm.com/publications/1701RECCSPeruFINAL.pdf	1 ^{er} juillet
Chile Country Case Study: The Challenge of Mineral Wealth – Using Resource Endowments to Foster Sustainable Development	http://www.icmm.com/publications/1701RECCSChileFINAL.pdf	1 ^{er} juillet
Iron Ore Statistics	UNCTAD/DITC/COM/2007/11	1 ^{er} septembre
Rapport de la réunion d'experts sur les incidences des services financiers et des bourses de produits sur le commerce et le développement	TD/B/COM.1/EM.33/4	15 novembre
Droit et politique de la concurrence		
La mise en œuvre des dispositions relatives à la concurrence dans les accords commerciaux régionaux	UNCTAD/DITC/CLP/2006/4	1 ^{er} mars
Manuel sur le droit de la concurrence	TD/B/COM.2/CLP/55	2 mars
Critères permettant d'évaluer l'efficacité des autorités chargées des questions de concurrence	TD/B/COM.2/CLP/59	26 avril
Moyens de rendre applicables, pour les pays en développement, d'éventuels accords internationaux sur la concurrence	TD/B/COM.2/CLP/46/Rev.3	7 mai
Facilitation des transports et du commerce		
Maritime Security: ISPS Implementation, Costs and Related Financing	UNCTAD/SDTE/TLB/2007/1	14 mai
Étude sur les transports maritimes, 2007	UNCTAD/RMT/2007	7 décembre
Globalization of Port Logistics: Opportunities and Challenges for Developing Countries	TD(XII)/BP/3	10 décembre
ASYCUDA World Report	UNCTAD/SDTE/TLB/2007/2	28 décembre
Pays les moins avancés		
Aperçu des infrastructures de transport pour le commerce de transit des pays sans littoral d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale	UNCTAD/LDC/2007/1	12 avril
Amélioration du transport de transit en Afrique de l'Est: difficultés et perspectives	UNCTAD/LDC/2007/2	16 avril
Rapport 2007 sur les pays les moins avancés: Savoir, apprentissage technologique et innovation pour le développement	UNCTAD/LDC/2007	19 juillet
Erosion of Trade Preferences in the Post-Hong Kong Framework: from "Trade is Better Than Aid" to "Aid for Trade"	UNCTAD/LDC/2005/6	1 ^{er} décembre
Questions générales		
Rapport annuel de la CNUCED, 2006	UNCTAD/DOM/2007/1	18 avril
Rapport du Secrétaire général de la CNUCED à la douzième session de la Conférence	TD/413	3 juillet

Annexe B - Réunions intergouvernementales de la CNUCED en 2007

Titre	Dates
Conseil du commerce et du développement	
Quarante et unième réunion directive (rapports des commissions), Genève	18–20 avril
Quarante deuxième réunion directive (Afrique), Genève	27 juin
Cinquante quatrième session, Genève	1 ^{er} –11 octobre
Réunions du Comité préparatoire de la douzième session de la Conférence	15 octobre 29 octobre 26 novembre 28 novembre 29–30 novembre 10–14 décembre 17–19 décembre
Commission du commerce des biens et services, et des produits de base, et réunions d'experts	
Onzième session annuelle, Genève	19–23 mars
Réunion d'experts sur les incidences des bourses de produits sur le commerce et le développement	3 septembre
Réunion d'experts sur les incidences des services financiers sur le commerce et le développement	20 et 21 septembre
Réunion d'experts sur la participation des pays en développement aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial: la dimension Sud Sud	16 et 17 octobre
Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, et réunions d'experts	
Onzième session annuelle, Genève	19–23 février
Réunion d'experts sur la coopération régionale pour le transport en transit – solutions pour les pays en développement sans littoral et les pays en développement de transit	27 et 28 septembre
Réunion d'experts sur les moyens d'accroître la participation des PME des pays en développement aux chaînes de valeur mondiales	18 et 19 octobre
Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, et réunions d'experts et organes subsidiaires	
Onzième session annuelle, Genève	8–14 mars
Réunion d'experts sur les incidences sur le développement de l'élaboration de règles régissant l'investissement international	28 et 29 juin
Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence, huitième session, Genève	17–19 juillet
Réunion d'experts sur la comparaison des meilleures pratiques pour créer un environnement permettant de maximiser les effets positifs pour le développement, la croissance économique et l'investissement	24 et 25 septembre
Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, vingt quatrième session, Genève	30 octobre–1 ^{er} novembre
Commission de la science et de la technique au service du développement (organe subsidiaire du Conseil économique et social)	
Dixième session, Genève	21–25 mai
Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget programme	
Quarante huitième session (budget programme), Genève	29–31 janvier
Quarante huitième session (reprise), Genève	9–11 juillet
Quarante neuvième session (coopération technique), Genève	10–14 septembre

Autres réunions

Réunion d'experts sur la mobilisation de ressources financières en Afrique	16 février
Réunion d'experts sur l'IED, la technologie et la compétitivité	8 et 9 mars
Réunion d'un groupe spécial d'experts sur le thème: «Examen du rapport sur les pays les moins avancés, 2007: Politiques pour l'apprentissage technologique et l'innovation dans les PMA»	10 mars
Réunion d'un groupe spécial d'experts sur l'interface de développement entre le système commercial multilatéral et les accords commerciaux régionaux	15 et 16 mars
Réunion sur des lignes directrices de la CNUCED/ISAR sur des indicateurs de la responsabilité d'entreprise dans les rapports annuels	15 et 16 mars
Deuxième réunion de l'Équipe d'appui multiorganisations (MAST) sur les obstacles non tarifaires	5 avril
Réunion spéciale d'experts sur le Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007	22 et 23 mai
Deuxième réunion sur les grandes orientations C7 relatives au commerce électronique et au cybertravail, sur le thème «TIC, chaînes d'approvisionnement mondiales et développement»	24 mai
Réunion sur le thème «Eau et libre échange»	8 juin
Réunion thématique sur le développement des infrastructures de transport en transit, Ouagadougou (Burkina Faso)	18–20 juin
Réunion d'un groupe spécial d'experts sur les biocarburants: incidences sur le commerce et le développement des technologies actuelles et nouvelles	19 juin
Réunion d'un groupe spécial d'experts sur les incidences sur le développement de l'élaboration de règles régissant l'investissement international	28 et 29 juin
La société de l'information: nouvelles perspectives concernant les scénarios envisagés au lendemain du Sommet mondial sur la société de l'information	5 juillet
Réunion spéciale d'experts sur les IED dans les infrastructures (dans le contexte du Rapport sur l'investissement dans le monde, 2008)	24 et 25 septembre
Réunion d'un groupe d'experts sur la coopération régionale au service du développement	3 octobre
Prescriptions environnementales et accès aux marchés: défis et possibilités	3 octobre
Réunion d'experts sur la marge d'action, la mobilisation des ressources intérieures et l'État développementaliste en Afrique	5 octobre
Réunion sur l'information financière et la transparence dans les industries extractives	29 octobre–1 ^{er} novembre
Réunion spéciale d'experts sur la gestion des changements structurels dans les pays les moins avancés	8 et 9 novembre
Réunion multipartite sur le thème «Mobiliser les ressources et mettre à profit les connaissances pour le développement: investissement et production locale des médicaments essentiels»	15 novembre
Gouvernance dans les domaines du financement et de la dette: Conférence de la CNUCED sur la gestion de la dette	19 et 20 novembre
Contribution au commerce et au développement des services touristiques dans les pays en développement: réunion préalable à la douzième session de la Conférence	19 et 20 novembre
Réunion du Groupe consultatif du SYGADE	22 et 23 novembre
Cinquième réunion du Groupe consultatif sur les directives pour le renforcement des capacités de formation et de mise en valeur des ressources humaines	26 novembre
La science, la technologie, l'innovation et les TIC au service du développement: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence	6 décembre
Réunion spéciale d'experts sur la mondialisation de la logistique portuaire: perspectives et enjeux pour les pays en développement: Réunion préalable à la douzième session de la Conférence	12 décembre
Réunion spéciale d'experts sur la contribution au développement de l'investissement Sud-Sud: stratégies d'investissement dans les pays en développement des STN et incidences sur les pays d'origine et les pays d'accueil	17 et 18 décembre

Annexe C - Ateliers et séminaires de la CNUCED en 2007

Titre	Lieu	Dates
Dettes et renforcement des capacités pour la viabilité de l'endettement		
SYGADE 5.3 – formation et installation	Bujumbura (Burundi)	8–26 janv.
Formation technique au SYGADE 5.3 et installation	Caracas (Rép. bolivarienne du Venezuela)	14–27 janv.
Atelier de formation au SYGADE 5.3	Addis-Abeba (Éthiopie)	5–9 févr.
Formation de niveau supérieur aux rapports SYGADE à la Banque d'Algérie	Alger (Algérie)	11–14 févr.
Atelier sur les statistiques de la dette	Tegucigalpa (Honduras)	12–22 févr.
Atelier sur les statistiques et suivi de la mise en œuvre du projet	Kinshasa (Rép. dém. du Congo)	7–15 mars
Atelier de formation de niveau supérieur au SYGADE 5.3	Chisinau (Moldova)	13–23 mars
Formation technique à la conversion des données	Bucarest (Roumanie)	9–12 avril
Formation de formateurs au SYGADE 5.3	Genève (Suisse)	16 avril–4 mai
Réunion du Groupe latino américain et caraïbe sur la dette	San José (Costa Rica)	19 et 20 avril
Séminaire sur les statistiques de la dette	Panama (Panama)	21–28 avril
Atelier de formation au SYGADE 5.3	Managua (Nicaragua)	30 avril–9 mai
Formation informatique au SYGADE 5.3 et formation au SYGADE pour les utilisateurs pour le Tchad	Genève (Suisse)	10–25 mai
Formation technique au SYGADE 5.3	Jakarta (Indonésie)	22–25 mai
Passage à la version 5.3 du SYGADE en Indonésie	Jakarta (Indonésie)	22–31 mai
Formation au SYGADE 5.3 pour le Ministère des finances	Jakarta (Indonésie)	27 mai–4 juin
Formation au SYGADE 5.3	Phnom Penh (Cambodge)	4 juin–24 août
Atelier sur la validation des données relatives à la dette	Amman (Jordanie)	30 juin et 1 ^{er} juill.
Formation DSM+	Kinshasa (Rép. dém. du Congo)	3–14 juill.
SYGADE 5.3 – formation et installation	Addis-Abeba (Éthiopie)	10 juill.–10 août
Atelier régional sur le DSM+ pour l'Amérique latine (5 pays)	Buenos Aires (Argentine)	6–10 août
Atelier de formation au SYGADE 5.3	Le Caire (Égypte)	12 août–6 sept.
Atelier régional sur la dette intérieure et le SYGADE 5.3 pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	Harare (Zimbabwe)	20–31 août
Atelier de formation au SYGADE 5.3	Lusaka (Zambie)	10–26 sept.
Formation de niveau supérieur au DSM+ à l'OGEDP	Kinshasa (Rép. dém. du Congo)	14–21 sept.
Atelier de formation aux statistiques et au SYGADE	Caracas (Rép. bolivarienne du Venezuela)	19 sept.–5 oct.
Formation au SYGADE 5.3	Oulan-Bator (Mongolie)	26 sept.–5 oct.
Atelier de formation au SYGADE 5.3	Dhaka (Bangladesh)	30 sept.–11 oct.
Formation de niveau supérieur au SYGADE 5.3	Tbilissi (Géorgie)	4–10 oct.
Formation au SYGADE 5.3	Port of Spain (Trinité et-Tobago)	8–12 oct.
Formation de base à l'analyse de la viabilité de l'endettement	Bucarest (Roumanie)	8–12 oct.
Formation de perfectionnement au SYGADE	Port of Spain (Trinité et-Tobago)	10–12 oct.

Formation au SYGADE 5.3 au Ministère des finances	Bujumbura (Burundi)	15–26 oct.
Atelier technique sur le SYGADE	Viedma (Argentine)	29 oct.–9 nov.
Formation au SYGADE 5.3 au Ministère des finances et de la planification économique et à la Banque nationale du Rwanda	Kigali (Rwanda)	4 nov.–15 déc.
Atelier régional: formation à Oracle	Douala (Cameroun)	19–30 nov.
Atelier régional sur le réaménagement de la dette à l'intention de sept pays d'Afrique centrale	Libreville (Gabon)	3–7 déc.
Assistance au peuple palestinien		
Atelier sur la rétention des investissements et la politique d'investissement à l'intention de responsables de l'Autorité palestinienne et de participants du secteur privé	Ramallah (territoire palestinien occupé)	1 ^{er} oct.
Cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux		
Cours de formation régional sur les grands problèmes économiques internationaux	Bangkok (Thaïlande)	17–23 janv.
Cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux à l'intention des pays d'Afrique I	Le Caire (Égypte)	4–22 févr.
Cours de brève durée sur les grands problèmes économiques internationaux à l'intention des diplomates en poste à Genève	Genève (Suisse)	15 févr.–15 déc.
Cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux à l'intention des pays d'Amérique latine et des Caraïbes	Lima (Pérou)	18 juin–6 juill.
Cours de formation sur les grands problèmes économiques internationaux à l'intention des pays d'Afrique II	Dakar (Sénégal)	22 oct.–9 nov.
Développement de l'Afrique		
Atelier régional sur les capacités de production, la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les PMA africains	Addis-Abeba (Éthiopie)	22 et 23 févr.
Séminaire régional sur la mobilisation des ressources financières intérieures en Afrique	Cotonou (Bénin)	25–27 juill.
Deuxième séminaire régional sur la mobilisation des ressources financières intérieures en Afrique	Réduit (Maurice)	28–30 nov.
Cadre intégré		
Atelier de sensibilisation au Cadre intégré renforcé pour la région du Pacifique	Port Vila (Vanuatu)	8 et 9 nov.
Analyse des questions d'investissement		
Séminaire régional sur le Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007	Santiago (Chili)	27 et 28 mars
Les IED: tendances dans le monde et en Chine	Guangdong (Chine)	7 avril
Séminaire régional sur le Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007	Randburg (Afrique du Sud)	16 et 17 avril
Sociétés transnationales, IED Canada Chine et développement	Ottawa (Canada)	2 et 3 août
Conférence Sanjaya Lall sur la coopération Inde-Afrique dans les domaines de l'industrie, du commerce et de l'investissement	Delhi (Inde)	9–13 sept.
Conférence de haut niveau sur les investissements internationaux et le Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007	Shanghai (Chine)	18 oct.
Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007: Sociétés transnationales, industries extractives et développement	New York (États-Unis d'Amérique)	2 nov.

Politiques d'investissement et promotion de l'investissement

Les DPI pharmaceutiques en débat: réunion conjointe de la CNUCED et du Réseau de Stockholm	Genève (Suisse)	20 févr.
Atelier sur les services de suivi aux investisseurs et les campagnes de sensibilisation des organismes de promotion de l'investissement	Genève (Suisse)	9 mars
Atelier sur la mise en place d'un centre d'investissement à guichet unique	Abuja (Nigéria)	21 et 22 mars
Atelier de formation sur la promotion des investissements à l'intention de diplomates indonésiens	Washington (États-Unis d'Amérique)	3-5 avril
Atelier de formation à l'intention de diplomates marocains	Rabat (Maroc)	30 mai-1 ^{er} juin
Atelier régional de formation à l'intention des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur les services de suivi aux investisseurs	San Salvador (El Salvador)	22 et 23 août
Voyage d'étude au JETRO pour des fonctionnaires d'organismes de promotion de l'investissement, en particulier de PMA et de pays insulaires d'Asie et du Pacifique sur la promotion de promotion de l'investissement, l'accent étant mis sur le tourisme	Tokyo (Japon)	11-20 sept.
Atelier de formation sur les tendances en matière d'IED et les politiques possibles dans les PMA	Genève (Suisse)	25 sept.
Atelier régional de formation pour l'Afrique sur les services de suivi aux investisseurs	Port Louis (Maurice)	3-5 oct.
Atelier de formation sur l'excellence dans les services à la clientèle pour le personnel du bureau des services aux investisseurs étrangers	Malé (Maldives)	19 oct.
Formation de formateurs locaux à la qualité de service pour les institutions publiques rwandaises	Kigali (Rwanda)	19 nov.
Les IED dans le secteur touristique en Afrique de l'Est et en Afrique australe	Nairobi (Kenya)	3 déc.
Atelier de formation sur la promotion de l'investissement à l'intention de représentants chargés des questions commerciales en Angola	Genève (Suisse)	3-5 déc.

Accords internationaux d'investissement

Session de formation à la négociation d'accords internationaux d'investissement pour les pays d'Afrique francophone	Genève (Suisse)	24 janv.-3 févr.
Atelier sur le modèle d'accord bilatéral d'investissement pour l'Égypte	Le Caire (Égypte)	18-20 févr.
Atelier sur l'évaluation du cadre national syrien et du cadre international en matière d'investissement et de règlement des différends entre investisseurs et États	Damas (Rép. arabe syrienne)	17-22 mars
Atelier régional: l'impact de différends récents entre investisseurs et États sur la négociation d'accords bilatéraux d'investissement, d'accords de libre-échange et d'accords commerciaux régionaux dans la région de l'APEC	Manille (Philippines)	13 et 14 avril
Séminaire national et atelier spécialisé sur le règlement des différends entre investisseurs et États	Lima (Pérou)	22-24 mai
Cours de formation sur les accords internationaux d'investissement et le règlement des différends pour l'Europe de l'Est et du Sud et l'Asie centrale	Minsk (Biélorus)	16-25 juill.
Séminaire de niveau supérieur sur les accords internationaux d'investissement à l'intention de fonctionnaires indonésiens: session interactive sur les tendances récentes de l'établissement de règles en matière d'investissement international	Genève (Suisse)	27 et 28 sept.
Cours de formation régional sur les accords internationaux d'investissement et les différends en matière d'investissement pour les pays membres de la Banque islamique de développement	Amman (Jordanie)	22-31 oct.

Atelier du Comité de coordination de l'ASEAN pour l'investissement sur l'Accord général de l'ASEAN sur l'investissement: présentation des principales questions concernant les accords internationaux d'investissement	Bali (Indonésie)	13 et 14 nov.
Cours de formation régional sur la gestion des différends relatifs à l'investissement pour l'Amérique latine	Montevideo (Uruguay)	21–30 nov.
Atelier de formation sur la promotion de l'investissement pour des représentants chargés des questions commerciales en Angola	Genève (Suisse)	3–7 déc.
Droits de propriété intellectuelle		
Atelier sur la création d'une capacité productive et d'une offre locales dans le secteur pharmaceutique – rôle des droits de propriété intellectuelle	Addis-Abeba (Éthiopie)	19–23 mars
Définir l'intérêt public en matière de propriété intellectuelle – réunion conjointe CNUCED/Réseau de Stockholm/PIIPA	Genève (Suisse)	22 juin
Négociations commerciales et diplomatie commerciale		
Atelier sur les négociations commerciales et les questions d'accèsion à l'OMC	Alger (Algérie)	30 janv.–1 ^{er} févr.
Atelier national sur le commerce des services à Maurice	Port Louis (Maurice)	16 et 17 févr.
Groupe spécial d'experts sur l'interface de développement entre le système commercial multilatéral et les accords commerciaux régionaux	Genève (Suisse)	15 et 16 mars
Huitième réunion du Forum de négociations commerciales de la SADC sur les services à Antananarivo	Antananarivo (Madagascar)	27 et 28 mars
Atelier régional sur l'accèsion à l'OMC	Yverdon (Suisse)	1 ^{er} et 2 avril
Semaine portes ouvertes du JITAP	Kampala (Ouganda)	23–26 avril
Cours d'introduction sur le système commercial multilatéral et l'accèsion à l'OMC pour des fonctionnaires syriens	Genève (Suisse)	23–27 avril
Atelier sur le règlement des différends relatifs à l'investissement	Jakarta (Indonésie)	26 avril
Journées portes ouvertes du JITAP	Dakar (Sénégal)	22–25 mai
Atelier d'évaluation du JITAP	Dakar (Sénégal)	22–25 mai
Atelier intitulé «Les Accords de l'OMC et les prescriptions de l'UE concernant les SPS, les OTC et l'environnement: enjeux et perspectives pour l'agro industrie thaïlandaise»	Bangkok (Thaïlande)	24 et 25 mai
Atelier sur les liens entre les services et les disciplines en matière d'investissement dans les accords internationaux	Berne (Suisse)	31 mai
Séminaire de haut niveau sur l'eau et le libre-échange	Genève (Suisse)	8 juin
Journées portes ouvertes du JITAP	Libreville (Gabon)	11 et 12 juin
Séminaire national du JITAP pour les comités interinstitutions en Zambie	Lusaka (Zambie)	14 et 15 juin
Séminaire national sur l'accèsion à l'OMC	Saint Thomas (Sao Tomé-et-Principe)	18–22 juin
Séance d'information commune informelle CNUCED/OMC sur les normes privées	Genève (Suisse)	25 juin
Neuvième réunion du Forum de négociations commerciales de la SADC sur les services et consultation avec des responsables gouvernementaux	Johannesburg (Afrique du Sud)	28 juin
Journées portes ouvertes du JITAP	Nouakchott (Mauritanie)	10 et 11 sept.
Réunion sous les auspices du COMESA d'experts commerciaux et juridiques pour examiner le cadre régional concernant le commerce des services	Lusaka (Zambie)	3–5 oct.
Réunion d'experts juridiques ACP	Bruxelles (Belgique)	9 et 10 oct.

Séminaire intitulé «Soutien interne: l'accèsion de la Bosnie à l'OMC», organisé conjointement par les Ministères du commerce et de l'agriculture	Sarajevo (Bosnie-Herzégovine)	9–11 oct.
Journées portes ouvertes du JITAP	Tunis (Tunisie)	23–25 oct.
Atelier de formation sur les règles d'origine dans les accords commerciaux préférentiels	Kuala Lumpur (Malaisie)	29 et 30 oct.
Atelier sur le traitement spécial et différencié	Nairobi (Kenya)	30 oct.–1 ^{er} nov.
Atelier pour les pays en développement préparatoire à la septième Conférence ministérielle de l'OMC	Genève (Suisse)	31 oct.
Atelier sur l'accèsion à l'OMC pour des fonctionnaires irakiens	Amman (Jordanie)	18–22 nov.
Atelier sur l'accèsion et la participation effective de la Fédération de Russie à l'OMC, concernant en particulier les biens et services liés à l'énergie et à l'environnement	Moscou (Fédération de Russie)	21–23 nov.
Consultation multipartite sur la douzième session de la Conférence, organisée par la CNUCED et le Ministère philippin des affaires étrangères	Manille (Philippines)	3 et 4 déc.
Comité directeur et Forum de négociations commerciales de la SADC sur le commerce des services	Johannesburg (Afrique du Sud)	4 et 5 déc.
Atelier sur l'accèsion à l'OMC	Téhéran (Rép. islamique d'Iran)	16 déc.
Analyse commerciale		
Formation au système WITS/TRAINS	Dar es-Salaam (Rép. Unie de Tanzanie)	9–11 juill.
Commerce, environnement et développement		
Atelier régional du BTFP: Initiative BioTrade de la CNUCED – BTFP – Programme BioTrade andin	Quito (Équateur)	26 févr.–1 ^{er} mars
Pratiques agricoles de référence en Afrique de l'Est et en Afrique australe: pratiques et politiques	Nairobi (Kenya)	6–9 mars
Participation du secteur privé aux conventions relatives à la biodiversité	Genève (Suisse)	11 mai
Conférence sur l'agriculture biologique en Afrique de l'Est: Libérer le potentiel de l'agriculture biologique	Dar es-Salaam (Rép. Unie de Tanzanie)	28 mai–1 ^{er} juin
Atelier du BTFP sur l'analyse de la chaîne de valeur nationale pour le secteur des ingrédients naturels au Viet Nam	Hanoi (Viet Nam)	16 et 17 oct.
Conférence régionale sur l'agriculture biologique (Asie et Pacifique)	Bangkok (Thaïlande)	12–15 déc.
Produits de base		
Conférence sur l'initiative mondiale relative aux produits de base	Brasilia (Brésil)	7–11 mai
Onzième conférence sur le négoce et le financement du pétrole et du gaz en Afrique	Nairobi (Kenya)	23–25 mai
Deuxième réunion annuelle du forum intergouvernemental des mines, des minéraux, des métaux et du développement durable	Genève (Suisse)	16–19 sept.
Réunion de réflexion sur les produits de base	Genève (Suisse)	27 et 28 sept.
Table ronde sur une économie mondiale durable du cacao	Accra (Ghana)	3–6 oct.
Dialogue sur les produits tropicaux, le commerce, la gestion des ressources naturelles et la pauvreté	Salvador (Brésil)	3–5 déc.
Gestion des revenus de l'exploitation minière et perspectives de diversification économique	Lima (Pérou)	10 et 11 déc.

Droit et politique de la concurrence		
Réunions sur la concurrence régionale	Cotonou (Bénin)	26 et 27 mai
Examen collégial de l'UEMOA	Genève (Suisse)	1 ^{er} -19 juill.
Logistique commerciale		
Atelier sur la facilitation du commerce et des transports à l'intention de décideurs	Vientiane (Rép. dém. pop. lao)	15 et 16 févr.
Atelier sur les enjeux, les besoins et les capacités en matière de transit et les négociations à l'OMC sur la facilitation du commerce, pour les représentants de PMA	Genève (Suisse)	8 mars
Atelier national sur la facilitation du commerce	Montevideo (Uruguay)	20 et 21 mars
Atelier sur le transport multimodal pour la région de l'OCE	Téhéran (Rép. islamique d'Iran)	25-29 juin
Atelier sur la facilitation du commerce et des transports à l'intention de décideurs	Savannakhet (Rép. dém. pop. lao)	3-5 juill.
Atelier sur les enjeux, les besoins et les capacités en matière de transit et les négociations à l'OMC sur la facilitation du commerce, pour les représentants du Groupe africain	Genève (Suisse)	19 juill.
Cours STRATSHIP	Kuala Lumpur (Malaisie)	2-7 nov.
Développement des TIC et du commerce électronique		
Atelier régional CEA-UIT-CNUCED sur la mesure de la société de l'information en Afrique	Addis-Abeba (Éthiopie)	7-9 mars
Atelier régional de renforcement des capacités CESAO CNUCED-OCDE-UIT/Région États arabes sur la mesure de la société de l'information	Le Caire (Égypte)	20 et 21 juin
Atelier régional sur les aspects juridiques du commerce électronique	Montevideo (Uruguay)	1 ^{er} -5 oct.
Impact sur le développement du logiciel libre: études de cas régionales	New York (États-Unis d'Amérique)	16 oct.
Cours de formation sur la production de statistiques pour l'économie de l'information	Bogota (Colombie)	9-16 déc.
Nouvelles technologies et renforcement des capacités		
Programme de formation portuaire	Sihanoukville (Cambodge)	janv.-déc.
Programme de formation portuaire	Conakry (Guinée)	janv.-déc.
Programme de formation portuaire	Dakar (Sénégal)	janv.-déc.
Séminaire de formation de formateurs portuaires	Marseille (France)	15-31 janv.
Atelier de sensibilisation sur l'accession à l'OMC	Banteay Meanchey (Cambodge)	30 janv.
Atelier de sensibilisation sur l'accession à l'OMC	Battambang (Cambodge)	1 ^{er} févr.
Atelier sur la promotion des investissements	Province de Xayabouly (Rép. dém. pop. lao)	6-8 févr.
Cours élémentaire sur l'investissement étranger	Vientiane (Rép. dém. pop. lao)	26 févr.-1 ^{er} mars
Atelier sur la promotion des investissements	Province Oudomxay (Rép. dém. pop. lao)	12-14 mars
Atelier sur les TIC et le tourisme	Kota-Kinabalu (Malaisie)	12-15 mars
Programme de formation portuaire	Lomé (Togo)	mars 2006-avril 2007
Programme de formation portuaire	Cotonou (Bénin)	mars 2006-avril 2007

Formation de tuteurs techniques pour la diffusion à distance en Afrique de l'Ouest	Dakar (Sénégal)	24-27 avril
Tutorat pour la formation à distance TrainForTrade	Phnom Penh (Cambodge)	28 avril-20 mai
Programme de formation portuaire	Douala (Cameroun)	mai-déc.
Atelier pour tuteurs	Montevideo (Uruguay)	8-10 mai
Cours d'enseignement à distance sur le tourisme durable au service du développement	Genève (Suisse)	14-25 mai
Tourisme durable et développement	Antsirabé (Madagascar)	4-8 juin
Table ronde sur le droit de la concurrence	Phnom Penh (Cambodge)	13 juin
Séminaire régional de formation de formateurs	Phnom Penh (Cambodge)	18-29 juin
Réunion internationale de coordination du programme de formation portuaire de la CNUCED pour des communautés portuaires anglophones de pays en développement	Dublin (Irlande)	25 et 26 juin
Cours d'enseignement à distance sur les aspects juridiques du commerce électronique	Genève (Suisse)	6-31 août
Formation régionale sur l'enseignement à distance	Phnom Penh (Cambodge)	24-28 sept.
Formation régionale sur la production de films vidéo pédagogiques	Phnom Penh (Cambodge)	1 ^{er} et 2 oct.
Cours régional d'enseignement à distance sur le tourisme durable au service du développement	Genève (Suisse)	6-15 nov.
Tourisme électronique et TIC	Vientiane (Rép. dém. pop. lao)	13-15 nov.
Atelier sur l'enseignement et la recherche dans le domaine du commerce et de la pauvreté (organisé conjointement par l'Institut virtuel, la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux et la Division du commerce international des biens et services, et des produits de base)	Dar es-Salaam (Rép. Unie de Tanzanie)	19-23 nov.
Atelier régional sur le tourisme durable au service du développement	Genève (Suisse)	21 et 22 nov.
Atelier sur la promotion des investissements	Pakse (Rép. dém. pop. lao)	27-29 nov.

Annexe D - Appui du renforcement des capacités en 2007

En 2007, la CNUCED a mis en œuvre quelque 260 projets – interrégionaux, régionaux ou nationaux – dans plus de 100 pays, pour un montant annuel d'un peu plus de 34 millions de dollars, soit 3 % de moins qu'en 2006.

Elle a décidé de regrouper et de rationaliser ses nombreux fonds d'affectation spéciale liés à des projets, dont le nombre actuel est proche de 300. Les fonds d'affectation spéciale interrégionaux et régionaux seront progressivement regroupés en 17 fonds thématiques d'affectation spéciale correspondant aux principaux domaines d'activité de la CNUCED. Une fois en place, ces fonds thématiques devraient assurer une structure plus cohérente à l'assistance de la CNUCED, et ainsi améliorer l'efficacité et l'exécution des programmes de coopération technique. Un processus de consultation a été engagé dans cette optique avec les États membres en décembre 2007.

En 2007, la CNUCED a également pris part à l'initiative «Unis dans l'action», qui vise à harmoniser les programmes d'assistance réalisés par les divers organismes des Nations Unies au niveau national. En étroite coopération avec ses partenaires du groupe thématique interinstitutions des secteurs du commerce et de la production créé par le CCS (notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Centre du commerce international, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale du commerce et les commissions régionales de l'ONU), elle s'est employée, avec les gouvernements intéressés et les équipes de pays des Nations Unies, à intégrer son assistance dans les processus de programmation nationale. Ce travail devrait se matérialiser dès le début de 2008 dans quatre pays: le Cap-Vert, le Mozambique, le Rwanda et le Viet Nam, parmi les huit pays pilotes de cette initiative.

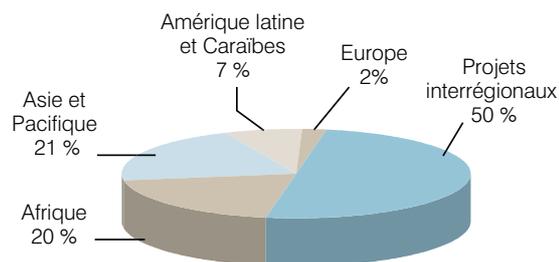
Contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique de la CNUCED (États membres, dons et financement d'organismes des Nations Unies) 2007* (en milliers de dollars)

Norvège	5 880
Espagne	3 489
États-Unis d'Amérique	1 993
Royaume Uni	1 693
Suède	1 652
Switzerland	1 464
France	1 198
Pays Bas	962
Finlande	618
Allemagne	579
Italie	526
Canada	385
Irlande	383
Luxembourg	164
Autres pays développés	287
Commission européenne	5 330
Pays en développement ou en transition ^a	7 660
Organisations internationales	4 743
Contributions d'autres sources	678
TOTAL	39 684

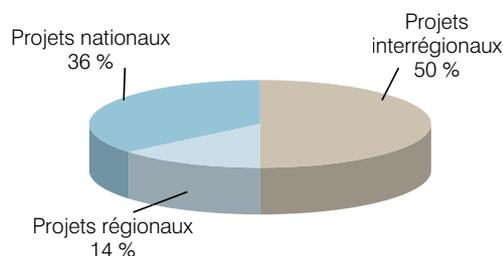
* Chiffres préliminaires au 31 décembre 2007.

^a Il s'agit essentiellement de fonds fournis pour financer des activités de coopération technique de la CNUCED dans leurs propres pays, y compris des activités financées par d'autres sources d'aide au développement.

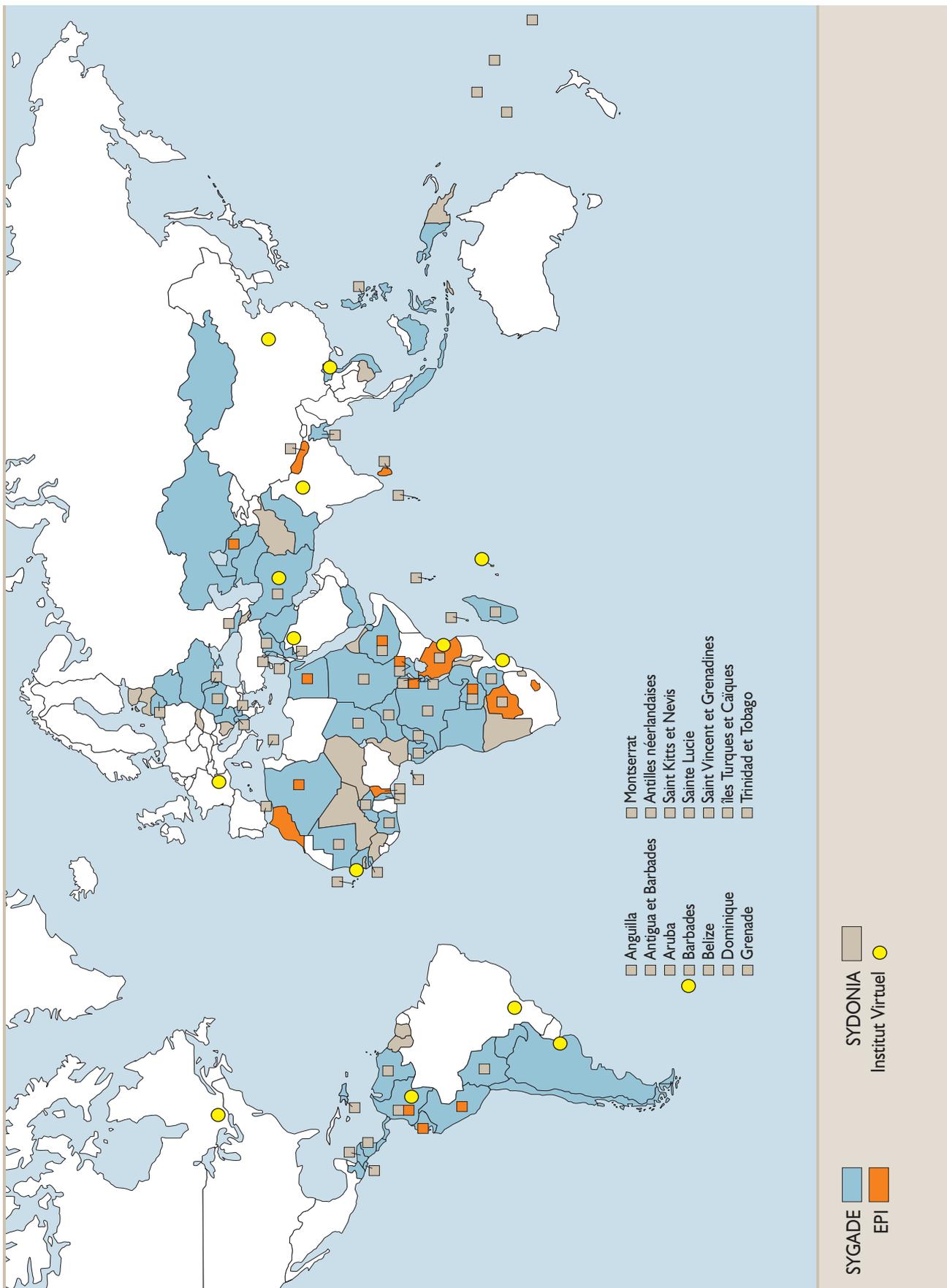
Dépenses de coopération technique, par région, 2007 (en % du montant total des dépenses au titre des projets)



Dépenses de coopération technique, par type de projet, 2007 (en % du montant total des dépenses au titre des projets)



Annexe E - Sélection de programmes de coopération technique de la CNUCED, par région



Annexe F - Objectifs, réalisations escomptées et indicateurs de résultat pour l'exercice biennal 2006 2007

Sous programme/ objectif	Réalisations escomptées	Indicateurs de résultat	Mesure des résultats	Résultats en 2006	Résultats en 2007	Résultats sup./ inf. à l'objectif
Direction exécutive et gestion Faire de la CNUCED une entité plus utile aux États membres et veiller à l'exécution intégrale des mandats prescrits	a) Meilleure reconnaissance par les États membres de la pertinence des travaux de la CNUCED	a) Nombre d'États membres représentés aux sessions annuelles du Conseil du commerce et du développement	120 pays	122 pays	108 pays	Inférieurs
	b) Les mandats sont intégralement exécutés	b) Recommandations issues des évaluations approuvées par les organes intergouvernementaux de la CNUCED intégralement mises en œuvre dans les délais prescrits	Mise en œuvre à 100 %	Mise en œuvre à 100 %	Mise en œuvre à 94,5 %	Inférieurs
	c) Meilleure intégration des questions de parité dans les travaux de la CNUCED	c) Augmentation du nombre d'initiatives et d'activités menées en coopération, tenant compte des questions de parité	10 initiatives*	6 initiatives	4 initiatives	Objectif atteint
	d) Programme de travail exécuté grâce à une bonne gestion des ressources humaines et financières	d) i) Recrutement et affectation du personnel en temps voulu	Un poste reste vacant pendant cent quarante jours en moyenne	Un poste reste vacant pendant cent quatre vingt quinze jours en moyenne	Un poste reste vacant cent cinquante quatre jours en moyenne (vacances de poste ouvertes et closes en 2007)	Inférieurs
		ii) Utilisation intégrale et efficace des ressources	Utilisation de 99 % des fonds disponibles	Utilisation de 72,1 % des fonds disponibles	Utilisation de 99,1 % des fonds disponibles	Objectif atteint
Sous programme 1A – Mondialisation, inter-dépendance et développement Promouvoir, aux niveaux national, régional et international, des politiques et des stratégies économiques propices à une croissance économique soutenue et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, fondées sur une accumulation plus rapide de capital et sur l'accroissement	a) Meilleure compréhension des options de politique générale aux niveaux national et international et de leurs implications, d'où une croissance plus rapide et plus stable et un recul de la pauvreté dans les pays en développement, grâce à la promotion de politiques appropriées	a) Nombre d'approbations par des États membres des recommandations de politique générale et des conclusions des travaux de recherche effectués	26 approbations/ reconnaissances*	30 approbations/ reconnaissances	18 approbations/ reconnaissances	Supérieurs
	b) Progrès réalisé sur la voie du règlement des problèmes découlant de la dette des pays en développement, grâce à une meilleure gestion et à un allègement de cette dette	b) i) Nombre d'institutions utilisant le Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE)	100 institutions	99 institutions	99 institutions	Objectif atteint

* Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

du profit tiré de la mondialisation, dans le contexte d'une interdépendance toujours plus grande des systèmes commerciaux et financiers internationaux et des stratégies de développement nationales, en veillant à assurer leur cohérence		ii) Augmentation du nombre de pays dont la situation se sera améliorée au regard de la dette ou qui auront obtenu des engagements d'autres pays à cette fin	19 pays*	13 pays	20 pays	Supérieurs
	c) Amélioration des données statistiques et tirées de l'expérience, ainsi que des éléments d'information dont disposent les décideurs, aux niveaux national et international, lorsqu'ils conçoivent les politiques commerciales, financières et économiques et les stratégies de développement	c) Nombre d'utilisateurs extérieurs qui auront demandé que leur soient communiqués des documents d'information et des publications statistiques sous forme électronique et sur papier	25,000 demandes	25,000 demandes	Chiffres non disponibles au moment de la publication	
	d) Renforcement du cadre décisionnaire et institutionnel et de la coopération internationale pour le développement de l'économie palestinienne grâce à l'amplification des activités de la CNUCED dans ce domaine, financées par des ressources adéquates	d) Nombre de mesures politiques et législatives et d'initiatives en matière de coopération internationale qui auront été prises	10 mesures/initiatives*	5 mesures/initiatives	11 mesures/initiatives	Supérieurs
Sous programme 1B – Développement de l'Afrique Promouvoir le développement économique de l'Afrique et une intégration réussie et plus complète des pays africains dans l'économie mondiale	a) Plus grande diversité des orientations fondamentales à adopter aux niveaux national et international pour promouvoir le développement de l'Afrique dans les domaines de compétence de la CNUCED	a) Augmentation du nombre d'approbations des orientations fondamentales par des États africains	30 approbations dans des articles et entretues	113 approbations dans des articles et entretues	135 approbations dans des articles et entretues	Supérieurs
	b) Utilisation accrue des services fournis à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et de diverses initiatives intergouvernementales et interinstitutions concernant l'Afrique	b) Augmentation du nombre de demandes d'assistance à l'appui du Nouveau partenariat et d'autres initiatives du même ordre	6 demandes d'assistance*	7 demandes d'assistance	9 demandes d'assistance	Supérieurs

* Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

<p>Sous programme 2 – Investissement, entreprises et technologie</p> <p>Aider les pays en développement et les pays en transition à tirer profit de l'accroissement des flux d'investissement internationaux et du transfert de technologie, ainsi que de la compétitivité internationale accrue de leurs entreprises</p>	<p>a) Capacité accrue au niveau national de débattre des enjeux associés à l'investissement international et de leurs incidences sur le développement</p>	<p>a) Nombre de décideurs et autres parties intéressées ayant déclaré être mieux à même de débattre des questions relatives à l'investissement international</p>	<p>160 communications affirmant l'utilité des publications relevant du sous programme*</p>	<p>85 communications affirmant l'utilité du sous programme</p>	<p>93 communications affirmant l'utilité du sous programme</p>	<p>Supérieurs</p>
	<p>b) Meilleure compréhension des politiques permettant d'attirer et d'exploiter au mieux les investissements étrangers directs et le transfert de technologie, ainsi que des incidences des accords internationaux sur le développement</p>	<p>b) Nombre de recommandations de politique générale prises en compte par les États membres</p>	<p>25 recommandations prises en compte</p>	<p>30 recommandations prises en compte</p>	<p>37 recommandations prises en compte</p>	<p>Supérieurs</p>
	<p>c) Amélioration des possibilités offertes aux entreprises des pays en développement d'accroître leur compétitivité grâce au resserrement des liens entre entreprises nationales et étrangères et meilleure compréhension des questions nouvelles qui se posent dans les domaines suivants: normes en matière de comptabilité et d'établissement de rapports, responsabilité des entreprises, transparence, bonnes pratiques de la part des entreprises</p>	<p>c) Pourcentage de pays ayant déclaré que les conseils et l'assistance technique fournis par la CNUCED leur étaient utiles pour concevoir des politiques visant à renforcer la compétitivité de leurs entreprises</p>	<p>70 % des pays</p>	<p>71 % des pays</p>	<p>70 % des pays</p>	<p>Objectif atteint</p>
<p>Sous programme 3 – Commerce international</p> <p>Faire en sorte que le commerce international, le système commercial et les négociations sur le commerce des biens et services contribuent au développement, et renforcer la contribution du secteur des produits de base au processus de développement pour que les pays en développement et les pays en transition soient pleinement intégrés à l'économie mondiale et en tirent profit</p>	<p>a) Meilleure compréhension et capacité accrue des pays en développement d'analyser, de formuler et d'appliquer des politiques et des stratégies commerciales appropriées dans les domaines du commerce international, du système commercial international et des négociations commerciales, et capacité accrue de surmonter les difficultés liées à l'accès aux marchés et aux conditions d'entrée de leurs exportations</p>	<p>a) i) Participation accrue des pays en développement au commerce mondial et au système commercial international</p>	<p>70 % des propositions présentées à la Conférence ministérielle de l'OMC sont formulées par des pays en développement</p>	<p>69 % des propositions présentées à la Conférence ministérielle de l'OMC sont formulées par des pays en développement</p>	<p>71 % des propositions formulées à la Conférence ministérielle de l'OMC sont formulées par des pays en développement</p>	<p>Supérieurs</p>

* Objectif de résultat pour l'exercice biennal.

		ii) Nombre de recommandations de politique générale prises en compte par les États membres	15 recommandations	10 recommandations	30 recommandations	Supérieurs
	b) Renforcement des capacités analytiques, statistiques et informationnelles aux fins de la prise de décisions aux niveaux national, régional et international, dans le domaine du commerce et des secteurs apparentés	b) Augmentation du nombre d'utilisateurs inscrits et abonnés au Système d'analyse et d'information commerciales, au Système WITS (World Integrated Trade Solution) et au Modèle de simulation des politiques du commerce des produits agricoles	35 000 utilisateurs ou fonctionnaires nationaux ayant reçu une formation	35 000 utilisateurs ou fonctionnaires nationaux ayant reçu une formation	70 000 utilisateurs ou fonctionnaires nationaux ayant reçu une formation	Supérieurs
	c) Capacité accrue des pays en développement d'intégrer la production et le commerce des produits de base dans le processus de développement	c) Nombre de pays dans lesquels des progrès sensibles ont été enregistrés s'agissant de la contribution des produits de base au développement	20 pays	12 pays	20 pays	Objectif atteint
	d) Capacité accrue des pays en développement de cerner les questions ayant trait à la concurrence et à la protection des consommateurs et d'y faire face, et de contrôler efficacement les pratiques commerciales restrictives	d) Nombre de pays dans lesquels la législation relative à la concurrence ou à la protection des consommateurs a progressé, notamment par l'élaboration, l'adoption ou la révision d'instruments juridiques, ou par l'adoption de mesures visant à assurer l'application de ces instruments	11 pays	5 pays	14 pays	Supérieurs
	e) Capacité accrue des pays en développement de concilier les objectifs liés aux activités et aux politiques commerciales et les objectifs du développement durable, d'une manière mutuellement avantageuse dans le cadre du système commercial international	e) Nombre de décisions prises par les pays en développement pour concilier les politiques commerciales et les objectifs du développement durable dans le cadre des débats et négociations internationaux, ou de mesures prises aux niveaux national, régional et international	90 décisions	50 décisions	90 décisions	Objectif atteint

<p>Sous programme 4 – Infrastructure des services pour le développement, efficacité commerciale et mise en valeur des ressources humaines</p> <p>Améliorer la compétitivité des pays en développement et des pays en transition dans le commerce international grâce à des services d'appui efficaces et sûrs, à une utilisation accrue et plus efficace de l'informatique et à la mise en place de moyens de formation</p>	<p>a) Amélioration de l'infrastructure commerciale des pays en développement, notamment grâce à une utilisation accrue des systèmes de transport, de la facilitation du commerce et du cadre réglementaire et douanier</p>	<p>a) Augmentation du nombre de mesures spécifiques prises par les pays en développement pour améliorer l'efficacité de leurs systèmes de transport et des mesures de facilitation du commerce</p>	20 mesures	10 mesures	23 mesures	Supérieurs
	<p>b) Sensibilisation accrue des pays en développement aux options fondamentales et stratégiques qu'offrent les applications économiques des technologies de l'information et de la communication, et meilleure connaissance de ces options</p>	<p>b) Augmentation du nombre de mesures spécifiques prises par les pays en développement pour faire face aux conséquences économiques des technologies de l'information et de la communication</p>	28 mesures	10 mesures	29 mesures	Supérieurs
	<p>c) Capacité renforcée de mise en valeur des ressources humaines dans les pays en développement dans les domaines du commerce, des investissements et des services d'appui au commerce</p>	<p>c) Pourcentage de formateurs ayant dispensé une formation dans ces domaines</p>	70 %	25 %	70 %	Objectif atteint
<p>Sous programme 5 – Besoins spéciaux des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement et problèmes et difficultés rencontrés à cet égard par les pays en développement de transit</p>	<p>a) Meilleure appréhension des problèmes de développement des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, et problèmes spécifiques rencontrés à cet égard par les pays en développement de transit ainsi que par les pays dont l'économie est structurellement faible, de petite taille ou vulnérable</p>	<p>a) Augmentation du nombre de politiques convenues et recommandées par les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement</p>	7 politiques	5 politiques (estimation)	16 politiques	Supérieurs

<p>Promouvoir l'intégration progressive des pays les moins avancés dans l'économie mondiale, d'une manière qui leur soit profitable, faciliter leur changement sans heurt de catégorie, et répondre aux besoins spéciaux des pays dont l'économie est vulnérable ou de petite taille, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, compte tenu du nouveau cadre mondial de coopération pour le transport en transit au bénéfice des pays sans littoral et des pays en développement de transit, conformément au Programme d'action d'Almaty.</p>	<p>b) Intégration accrue des politiques et des stratégies commerciales dans les plans nationaux de développement des pays les moins avancés, grâce au Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce pour les pays les moins avancés</p>	<p>b) Nombre de pays s'efforçant d'intégrer leurs politiques et leurs priorités commerciales dans leurs plans nationaux de développement</p>	10 countries	8 pays (estimation)	10 pays	Objectif atteint
	<p>c) Meilleure appréhension des problèmes auxquels se heurtent les pays les moins avancés, et travaux d'analyse et de recherche à l'appui de ces pays, notamment grâce à la publication annuelle du Rapport sur les pays les moins avancés</p>	<p>c) Actualité, qualité et pertinence des analyses, y compris le Rapport sur les pays les moins avancés, attestées par le nombre de ces pays qui auront approuvé les recommandations de politique générale formulées dans les conclusions de ces analyses</p>	60 déclarations	40 déclarations (estimation)	60 déclarations	Objectif atteint
	<p>d) Coopération internationale accrue en vue d'améliorer le transport en transit pour faciliter le commerce des pays en développement sans littoral, compte tenu du nouveau cadre mondial de coopération pour le transport en transit au bénéfice des pays sans littoral et des pays en développement de transit</p>	<p>d) Nombre de pays en développement sans littoral ayant enregistré des progrès dans le domaine des accords de transport en transit, compte tenu du nouveau cadre mondial de coopération pour le transport en transit au bénéfice des pays sans littoral et des pays en développement de transit, et d'autres mesures de facilitation du commerce</p>	21 pays	<p>La situation d'un grand nombre des 31 pays en développement sans littoral en matière de transport en transit semble s'être compliquée récemment, ce qui a limité les progrès dans ce domaine. La dégradation des infrastructures physiques de transport lié au commerce, due à la pénurie de ressources pour la maintenance, l'instabilité politique persistante dont souffrent les pays en développement sans littoral et la non application ou l'interprétation arbitraire des accords de transit sont autant de facteurs qui ont contribué à cette situation</p>	Il n'a pas pu être établi de valeur finale car la situation n'a pas progressé	Inférieurs
	<p>e) Participation aux activités de suivi de la Réunion internationale sur le développement durable des petits États insulaires en développement prévue en 2005</p>	<p>e) Achèvement en temps voulu des contributions à ce suivi</p>	100 % d'achèvement des contributions	75 % d'achèvement des contributions (estimation)	100 % d'achèvement des contributions	Objectif atteint

Troisième cours régional ONU CNUCED MRE pour l'Amérique latine et les Caraïbes, organisé à Lima (Pérou)



Réunion internationale de coordination, programme de formation portuaire de la CNUCED, Dublin (Irlande)



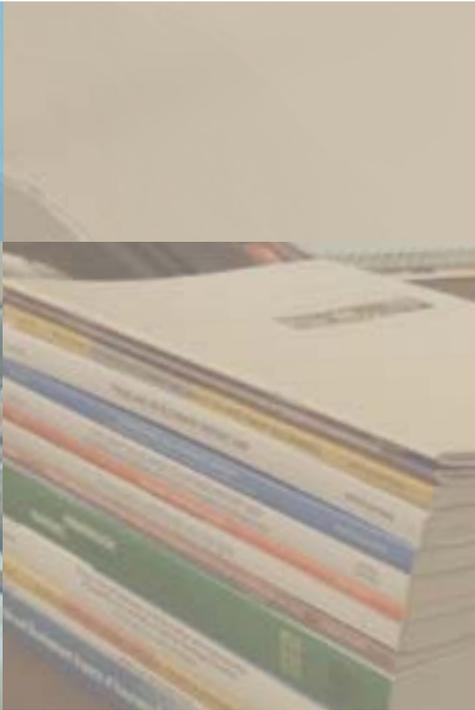
Atelier sur l'investissement étranger direct et les statistiques des sociétés transnationales, Lusaka (Zambie)

Photo Credit

Cover page: © UNICEF/HQ06-0296/Andrew Heavens
P5, 9, 10, 11, 15, 19, 20, 21, 22, 27, 28, 29, 30, 35, 38, 39, 44, 45, 71 and back cover: UNCTAD
P6, 31, 32-33, 38, 40-41: Gunther Fischer
P6: Digital Vision
P8: UN photo
P12-13, 16-17, 22: © ILO/ M. Crozet
P24-25, 46: © ILO/ J. Maillard
P48-49: © ILO/ P. Deloche
P43: Ahmed Eagan, www.maldivesisle.com
P71: Abel Fernando Calixto Laurente

Designed by UNCTAD and printed by the Publishing Service,
United Nations, Geneva – GE.08.50305 – March 2008 – 6,105 – **UNCTAD/DOM/2007/3**





NATIONS UNIES